**+DEPARTEMENT DE L’OISE**

**PARC EOLIEN DE**

**CATILLON-FUMECHON**

**ENQUETE PUBLIQUE ICPE**



**DEMANDE D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE**

**COMMUNES DE :**

**BRUNVILLERS-LA-MOTTE ; FOURNIVAL ; GANNES, LE MESNIL-SUR-BULLES ; LE PLESSIER-SUR-BULLES ; LE PLESSIER-SUR-SAINT-JUST ; NOURARD-LE-FRANC ; PLAINVAL ;QUIMQUEMPOIX ; RAVENEL ; SAINS-MORINVILLERS ; SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE ; SAINT-REMY-EN-L’EAU ; VALESCOIRT ; WAVIGNIES ; ANSAUVILLERS ; BONVILLERS ; BUCAMPS ; CAMPREMY ; CHEPOIX ; LA HERELLE ; LE QUESNEL-AUBRY ; MORY-MONTREUX ; SAINT-ANDRE-FARIVILLERS ; THIEUX**

**RAPPORT D’ENQUETE**

TOME N°1/5

ENQUÊTE PUBLIQUE

**du lundi 03 février 2020 au mardi 03 mars 20**

*SOMMAIRE*

I OBJET DE L’ENQUËTE page 3

II CONTEXTE DES ENERGIES RENOUVELABLES page 3

III INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT page 6

IV PRESENTATION DU PROJET page 7

IV 1 Objet de la demande

IV 2 Projet du parc éolien de Catillon Fumechon

IV 3 Situation du projet

IV 4 Description de l’activité

IV 5 Présentation du demandeur

IV 6 Présentation de la société

V DEMARCHES ADMINISTRATIVES page 16

V 1 Lettres

V 2 Désignation du Commissaire Enquêteur

V 3 Arrêté Préfectoral

VI DOSSIER D’ENQUETE PUBLIQUE page 17

VI 1 Réalisation du dossier d’enquête publique

VI 2 Concertation

VI 3 Foncier

VI 4 remise en état du site

VII PREPARATION DE L’ENQUÊTE PUBLIQUE page 19

VII 1 Réunions préalables à l’enquête publique

VII 2 visite du site

VII 3 Avis d’Affichage

VIII DEROULEMENT DE L’ENQUÊTE page 27

VIII 1 Dates de l’enquête publique

VIII 2 Les permanences

VIII 3 Publicité

VIII 4 Registre d’enquête publique

VIII 5 déroulement des permanences

VIII 6 Conditions d’organisation et de déroulement de l’enquête

VIII 7 Entretien avec le Maire de la commune et/ou les adjoints

IX CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE page 31

X CONSULTATION DES PERSONNES et ORGANISMES ASSOCIES page 34

XI ANALYSE DES EFFETS SUR L’ENVIRONNEMENT page 39

Analyse des impacts

Avis du commissaire enquêteur

XII COUT ESTIMATIF DU PROJET et REMISE EN ETAT page 51

XII 1 Financement du projet

XII 2 Coût du démantèlement

XIII EXAMEN DES OBSERVATIONS DU PUBLIC page 53

XIV CLOTURE DE L’ENQUETE PUBLIQUE page 57

XV ANNEXES page 57

XVI ANALYSE ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR. Tome 2/4

XVI 1 sur le dossier d’enquête publique

XVI 2 sur l’avis des organismes associés

XVI 3 Sur les effets du projet sur l’environnement

XVI 4 Sur les observations du public

XVII AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR Tome 2/4

Philippe LEGLEYE

Commissaire Enquêteur

A rédigé le rapport ci-après :

I OBJET DE L’ENQUETE

Demande d’autorisation environnementale présentée par la société PARC EOLIEN DE CATILLON FUMECHON pour la construction et l’exploitation d’un parc éolien de 6 aérogénérateurs et 2 postes de livraison sur la commune de Catillon Fumechon

Les communes concernées par cette enquête publique sont :

Brunvillers-la-Motte ; Fournival ; Gannes, Le Mesnil-sur-Bulles ; le Plessier-sur-Bulles ; le Plessier-sur-Saint-Just ; Nourard-le-Franc ; Plainval ; Quimquempoix ; Ravenel ; Sains-Morinvillers ; Saint-Just-en-Chaussee ; Saint-Remy-en-l’eau ; Valescoirt ; Wavignies ; Ansauvillers ; Bonvillers ; Bucamps ; Campremy ; Chepoix ; La Herelle ; Le Quesnel-Aubry ; Mory-Montreux ; Saint-Andre-Farivillers ; Thieux

**II CONTEXTE DES ENERGIES RENOUVELABLES**

**II 1 Au niveau mondial**

Depuis la rédaction de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, pour le sommet de la Terre à Rio (ratifiée en 1993 et entrée en vigueur en 1994), la communauté internationale tente de lutter contre le réchauffement climatique. Les gouvernements des pays signataires se sont alors engagés à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre.

Réaffirmé en 1997, à travers le protocole de Kyoto, l’engagement des 175 pays signataires est de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre de 5,5% (par rapport à 1990) au niveau mondial à l’horizon 2008-2012. Si l’Europe et le Japon, en ratifiant le protocole de Kyoto, prennent l’engagement de diminuer respectivement de 8 et 6% leurs émanations de gaz, les Etats Unis d’Amérique (plus gros producteur mondial) refusent de baisser les leurs de 7%.

Les engagements de Kyoto prenant fin en 2012, un accord international de lutte contre le réchauffement climatique devait prendre sa succession lors du Sommet de Copenhague qui s'est déroulé en décembre 2009. Cependant le Sommet de Copenhague s'est achevé sur un échec, aboutissant à un accord a minima juridiquement non contraignant, ne prolongeant pas le Protocole de Kyoto. L’objectif de ce sommet est de limiter le réchauffement de la planète à +2°C d’ici à la fin du siècle. Pour cela, les pays riches devraient diminuer de 25 à 40% leurs émissions de GES d’ici 2020 par rapport à celles de 1990. Les pays en développement ont quant à eux un objectif de 15 à 30%.

La COP (COnférence des Parties), créée lors du sommet de la Terre à Rio en 1992, reconnaît l’existence « d’un changement climatique d’origine humaine et donne aux pays industrialisés le primat de la responsabilité pour lutter contre ce phénomène ». Dans cet objectif, les 195 participants, qui sont les Etats signataires de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, se réunissent tous les ans pour adopter des mesures pour que tous les Etats signataires réduisent leur impact sur le réchauffement climatique.

**II 2 Au niveau européen**

Le Parlement Européen a adopté, le 27 septembre 2001, la directive sur la promotion des énergies renouvelables et a fixé comme objectif d’ici 2010 la part des énergies renouvelables dans la consommation d’électricité à 22%.

Le Conseil de l’Europe a adopté le 9 mars 2007 une stratégie « pour une énergie sûre, compétitive et durable », qui vise à la fois à garantir l’approvisionnement en sources d’énergie, à optimiser les consommations et à lutter concrètement contre le réchauffement climatique.

Dans ce cadre, les 28 pays membres se sont engagés à mettre en œuvre des politiques nationales permettant d’atteindre 3 objectifs majeurs au plus tard en 2020. Cette feuille de route impose :

* De réduire de 20% leurs émissions de gaz à effet de serre ;
* D’améliorer leur efficacité énergétique de 20% ;
* De porter à 20% la part des énergies renouvelables dans leur consommation énergétique finale contre 10% aujourd’hui pour l’Europe.

En 2011, la Commission européenne a publié une « feuille de route pour une économie compétitive et pauvre en carbone à l’horizon 2050 ». Celle-ci identifie plusieurs trajectoires devant mener à une réduction des émissions de gaz à effet de serre de l’ordre de 80 à 95% en 2050 par rapport à 1990 et contient une série de jalons à moyen terme : réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40% d’ici 2030, 60% en 2040 et 80% en 2050 par rapport aux niveaux de 1990.

Le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté le 24 octobre 2014 un accord qui engage leurs pays à porter la part des énergies renouvelables à 27% en 2030.

**II 3 Au niveau français**

Politiques énergétiques

* Années 70 : première prise de conscience des enjeux énergétiques suite aux crises pétrolières et aux fortes augmentations du prix du pétrole et des autres énergies.
* 1997 : ratification du protocole de Kyoto,
* 2000 : le plan d’Action pour l’Efficacité Energétique est mis en place au niveau européen
* 2006 : adoption du second Plan Climat :
* 2009 : le vote du Grenelle I concrétise les travaux menés par la France depuis 2007 et intègre les objectifs du protocole de Kyoto.

* 2010 : adoption de la loi Grenelle II, qui rend applicable le Grenelle I. L’objectif est d’atteindre une puissance de 19 000 MW d’énergie via des éoliennes terrestres à l’horizon 2020,
* 2015 : adoption de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte dont les objectifs sont :
* De réduire les émissions de gaz à effets de serre de 40% entre 1990 et 2030 et de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050.
* De réduire la consommation énergétique finale de 50% en 2050 par rapport à la référence 2012, et de porter le rythme annuel de baisse de l’intensité énergétique finale à 2,5% d’ici à 2030 ;
* De réduire la consommation énergétique finale des énergies fossiles de 30% en 2030 par rapport à la référence 2012 ;
* De porter la part des énergies renouvelables à 23% de la consommation finale brute d’énergie en 2020 et à 32% de cette consommation en 2030 ;
* De réduire la part du nucléaire dans la production d’électricité à 50% à l’horizon 2025.
* 2016 : La Programmation Pluriannuelle de l’Energie (PPE) adoptée le 27 octobre 2016 fixe un objectif de 15 000 MW installés d’ici le 31 décembre 2018 et entre 21 800 et 26 000 MW d’ici le 31 décembre 2023.
* 2017 : Révision du Plan Climat de 2006, visant notamment la neutralité carbone à l’horizon 2050 (équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre et la capacité des écosystèmes à absorber le carbone).

**III DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT (ICPE).**

**III 1 LE CLASSEMENT DES PARCS EOLIENS AU TITRE DES ICPE**

En application de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l’environnement, dite loi Grenelle II, les éoliennes sont soumises au régime des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE).

Le décret n°2011-984 du 23 août 2011, modifiant l’article R.511-9 du Code de l’Environnement, a crée la rubrique 2980 pour les installations de production d’électricité à partir de l’énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs. Il prévoit deux régimes d’installations classées pour les parcs éoliens terrestres :

Le projet de parc éolien de Catillon-Fumechon comprend au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m : cette installation est donc soumise à autorisation (A) au titre des ICPE.

**III 2 LA DEMANDE D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**

L’ordonnance n°2017-80 en date du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale a instauré une nouvelle procédure administrative dite de « l’autorisation environnementale ». Cette autorisation environnementale vaut autorisation au titre de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement et, le cas échéant, autorisation de défrichement au titre des articles L.214-13 et L.341-3 du Code Forestier, autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du Code de l'Énergie, et dérogation au titre du 4° de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement.

**II 3 CONTENU DE LA DEMANDE D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE**

Le contenu de la demande d’autorisation unique est défini par l’article R. 181-13 du code de l’environnement instauré par le décret n°2017-81 en date du 26 janvier 2017 relatif à l’autorisation environnementale et l’article D. 181-15-2 instauré par le décret n°2017-82 en date du 26 janvier 2017, décrets portant tout deux application de l’ordonnance n°2017-80 susmentionnée.

:

IV PRESENTATION DU PROJET

IV 1 OBJET DE LA DEMANDE

DESCRIPTION DU TERRAIN

*a. Description géographique du site :*

Le projet de parc éolien de Catillon-Fumechon est situé dans la région Hauts-de-France, au sein du département de l’Oise (60). Il intègre le territoire communal de Catillon-Fumechon (Communauté de Communes du Plateau Picard).

Le projet de parc éolien de Catillon-Fumechon est situé à environ 20 km au Sud-Ouest du centre-ville de Montdidier, 21 km au Nord-Est du centre-ville de Beauvais et 4,5 km à l’Ouest du centre-ville de Saint-Just-en-Chaussée.

*b. Description par rapport à l’agglomération*

Aux alentours du site, le réseau urbain se caractérise principalement par des communes telles que Wavignies, Quinquempoix et Ansauvillers. L’agglomération de Saint-Just-en-Chaussée se situe à environ 4,5 km du projet, le reste du réseau urbain se compose de petites communes parsemées.

c*. Description par rapport aux voies d’accès L’aire d’étude rapprochée est irriguée par de nombreuses départementales*.

La D930 dessert le Nord de la zone, tandis que la D916 traverse l’aire d’étude de part en part du Nord-Est au Sud-Ouest. La moitié Sud de l’aire d’étude est également sillonnée par de nombreux axes : D938, D36, D951, D74, etc.

*d. Description des constructions existantes*

Au niveau de l’aire d’étude immédiate (500 m) il n’existe aucune habitation. L’habitation la plus proche du projet de parc éolien de Catillon-Fumechon est la Ferme de Morvillers, située à environ 550 mètres de l’éolienne E1 au nord. Les autres habitations sont quant à elles à plus de 1400 mètres des éoliennes en projet.

*e. Description de la végétation et des éléments paysagers existants*

Le territoire d’étude se partage entre 10 unités paysagères, regroupées en 4 familles :

* Le Plateau Picard regroupe les unités du plateau du Pays de Chaussée, des petites vallées (Brèche, Arré et Aronde), de la plaine d’Estrées Saint-Denis et de la vallée du Thérain (amont);
* Le Clermontois réunit les unités de la vallée de la Brèche (aval), des plateaux du Clermontois et de la vallée du Thérain (aval);
* L’Amiénois, dans lequel on retrouve les unités de la vallée de la Noye et de la vallée de la Selle;
* Le Santerre et le Vermandois, uniquement représentés par l’unité de la vallée de l’Avre et des Trois Doms.

II 1 2 AMENAGEMENTS PREVUS POUR LE TERRAIN

*a Accès aux éoliennes*

Les chemins d’accès s’appuieront au maximum sur les chemins existants. Ils devront avoir une largeur minimum de 5 m afin de permettre le passage des convois exceptionnels. Ces chemins seront renforcés pour permettre le passage des véhicules quel que soit le temps afin de permettre une maintenance efficace. Leur revêtement sera en pierres concassées et compactées. Les plates-formes, nécessaires pour le montage des éoliennes occuperont une aire de longueur moyenne de 45 m et de largeur moyenne de 30 m, c'est-à-dire en moyenne une surface de 1 350 m².

IV 2 PROJET DE PARC EOLIEN DE CATILLON-FUMECHON *b. Implantation, organisation, composition et volume des constructions nouvelles, notamment par rapport aux constructions ou paysages avoisinants Le parc éolien de Catillon-Fumechon s’insèrera dans la trame du parc déjà construit de la Croisette.*

Ainsi, les 6 éoliennes en projet formeront une ligne parallèle à la ligne existante. Cette zone de plateau est constituée de grandes parcelles de cultures céréalières destinées à l’agriculture intensive.

Le projet de parc éolien proposé concerne donc un ensemble de 6 éoliennes s’intégrant au parc déjà construit, en cohérence avec le contexte topographique local.

Les éoliennes prévues ont une hauteur de moyeu de 99 m avec un diamètre de rotor de 131 m. Les deux postes de livraison (9,26 m x 2,48 m) seront implantés sur deux aires de service créées sur terrain agricole.

La réalisation du parc éolien de Catillon-Fumechon implique une emprise de 1,67 ha sur sol agricole.

Les emprises temporaires (nécessaires uniquement durant la phase de chantier) se montent quant à elles à 1,42 ha de terres agricoles.

Les surfaces totalement imperméabilisées représentent un total de 0,207 ha, elles correspondent à la surface des 6 fondations enterrées.

c. *Traitement des constructions, clôtures, végétation et aménagements situés en limite de terrain*

Le mât de chaque éolienne sera fixé au sol par une lourde semelle en béton, fondation qui assurera l’ancrage et la stabilité de l’aérogénérateur. Pour chaque éolienne la fondation occupera une surface d’environ 30 m par 30 m. Elle sera recouverte de terre jusqu’à la base du mât. Les plates-formes ne seront pas clôturées ; les talus et les chemins seront revégétalisés à la suite des travaux en utilisant la palette végétale locale, si l’étude d’impact le prévoit.

Néanmoins, ces aménagements veilleront à ne pas attirer indirectement l’avifaune et les chiroptères.

Le caractère agricole du site d’implantation est préservé et les postes de livraison feront l’objet d’une intégration particulière.

*d. Matériaux et couleurs de construction*

LE POSTE DE LIVRAISON

Le raccordement électrique du parc éolien est prévu via des lignes enterrées. Chaque poste collectera l’électricité par les liaisons inter-éoliennes pour une livraison à un poste source du réseau public de distribution. Élément de petite taille, les dimensions d’un poste de livraison sont de 9,26 m x 2,48 m.

Le traitement architectural de cet élément permettra sa bonne insertion paysagère : l’extérieur du poste de livraison sera en bois.

LES EOLIENNES

Les fûts métalliques composants les mâts des éoliennes ainsi que la nacelle et les pales seront de ton RAL 7035 « gris clair » (conformément à la réglementation aéronautique). Tous les raccordements électriques seront enterrés ; aucun pylône électrique ne sera construit.

*e. Traitement des espaces libres, notamment les plantations*

Toute zone boisée impactée pour le bien du projet doit être replantée à hauteur de 2 fois le linéaire arraché. D’après les premières études, aucune plantation ne devrait faire l’objet d’arrachage.

Les plates-formes et les chemins seront encailloutés afin de laisser ces espaces accessibles à toute opération de maintenance. L’emprise des fondations autour du mât de chaque éolienne (30m x 30m) sera quant à elle remise en couvert végétal afin de limiter l’artificialisation des sols.

*f. Organisation et aménagement des accès aux terrains, aux constructions et aux aires de stationnement*

Le tracé des chemins a été établi en prenant en compte la forme des parcelles de manière à minimiser leurs linéaires et à modifier le moins possible les pratiques agricoles.

**IV 3 SITUATION DU PROJET**

LOCALISATION DE L’INSTALLATION PROJETEE

III.1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE Le projet de parc éolien de Catillon-Fumechon, composé de 6 aérogénérateurs (E1, E2, E3, E4, E5, E6) et de 2 postes de livraison, est localisé sur la commune de Catillon-Fumechon dans le département de l’Oise (60) au sein de la nouvelle région Hauts-de-France.

Plus précisément, la zone d’implantation est située à environ 1,5 km au nord-est du bourg de Catillon-Fumechon (cf. carte page suivante). Le parc éolien de Catillon-Fumechon se compose des éléments suivants :

* 6 éoliennes mesurant 164,5m en bout de pale ;
* Câblage enterré ;
* chemins d’accès, plateformes de grutage ;
* 2 postes de livraison électrique. Les coordonnées des éoliennes projetées ainsi que des postes de livraison sont indiquées dans le tableau ci-après :

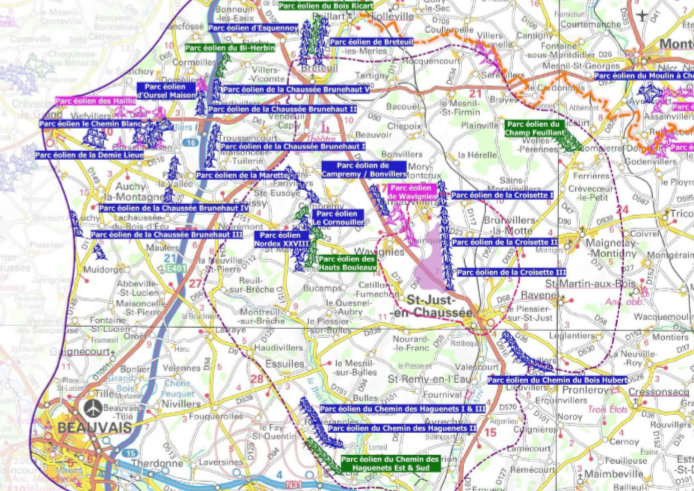
**Plan n° 1** : concerne la situation géographique du projet

**Le plan n° 2** : concerne la situation géographique du projet au milieu des autres parcs éoliens existants ou en projet.

**Plan n°1**

****

**Plan n° 2**

****

**IV 4 DESCRIPTION DE L’ACTIVITE ET DES INSTALLATIONS**

Le projet de parc éolien de Catillon-Fumechon est constitué de 6 éoliennes de type NORDEX N131 d’une puissance unitaire maximale comprise entre 3,0 à 3,6 MW représentant une puissance totale maximale de 21,6 MW, et de deux postes de livraison. La production attendue est de 66,5 GWh. Le parc fonctionnera pour une durée minimale de 15 ans.

**IV 4 1 Caractéristiques techniques des éoliennes**

Chacune de ces machines a une puissance nominale comprise entre 3,0 et 3,6 MW. La première est de classe IEC 3a, la seconde de classe IEC S.

Cette puissance est accordée par la hauteur des ouvrages : hauteur au moyeu de 96,9 m, avec un diamètre de rotor de 131 m, soit une hauteur de 164,5 m par rapport au sol ;

Le rotor est auto-directionnel (comme une girouette, il tourne à 360° sur son axe) et s'oriente en fonction de la direction du vent. Il est constitué de 3 pales qui couvrent une surface de 13 478 m².

Les éoliennes se déclenchent pour une vitesse de vent de 3 m/s, soit environ 10,8 km/h, et atteignent leur puissance nominale à 11 ,1 m/s, soit 40 km/h. Elles s’arrêtent automatiquement lorsque la vitesse du vent atteint 20 m/s (72 km/h), via un système de régulation tempête.

Les éoliennes sont équipées de plusieurs dispositifs de sécurité et de protection (foudre, incendies) et d’un dispositif garantissant la non-accessibilité des équipements aux personnes non autorisées. Elles font l’objet d’une certification : déclaration de conformité européenne.

Les fondations transmettent le poids mort de l’éolienne et les charges supplémentaires créées par le vent, dans le sol. Une étude géotechnique sera effectuée pour dimensionner précisément les fondations de chaque éolienne. Elles sont de forme octogonale, de dimension d’environ 19,8 m de large à leur base et se resserrent jusqu'à 5,4 m de diamètre représentant environ 656,2 m3. Elles sont situées dans une fouille un peu plus large (22,2 m de diamètre environ). La base des fondations est située à 3,2 m de profondeur environ.

.

**Le mât**

La tour est en acier et est composée de différentes sections individuelles qui sont reliées entre elles par des brides en L qui réduisent les contraintes sur les matériaux. Elle est composée de cinq pièces assemblées sur place.

**Les pales**

Elles sont au nombre de trois par machine. D'une longueur de 64,4 m, chacune pèse environ 15,7 t. Elles sont constituées de résine composite de fibre de verre et de fibre de carbone.

Chaque pale possède :

Un système de protection parafoudre intégré,  un système de réglage indépendant pour prendre le maximum de vent,  une alimentation électrique de secours, indépendante.

**La nacelle**

De forme rectangulaire, la nacelle contient les éléments qui vont permettre la fabrication de l’électricité.

La technologie NORDEX possède un système d’entrainement indirect (présence d’un multiplicateur). Ainsi, l’arbre (appelé moyeu), entrainé par les pales, est accouplé à un multiplicateur qui a pour objectif d’augmenter le nombre de rotations de l’arbre. Nous passons ainsi de 10,3 tours par minute (coté rotor) à 1 315 (50 Hz) ou 1 578 (60 Hz) tours par minute (à la sortie du multiplicateur).

Ensuite, l’arbre est directement accouplé à la génératrice (qui fabrique l’électricité). L’électricité ainsi produite sous une tension de 660 V est transformée dans l’éolienne en 20 000 V puis est acheminée par des câbles intérieurs au pied de la tour pour rejoindre l’éolienne suivante ou in fine le poste.

**Réseau d’évacuation de l’électricité**

Le réseau inter-éolien permet de relier le transformateur, intégré dans le mât de chaque éolienne, au point de raccordement avec le réseau public (poste de livraison).

Ce réseau comporte également une liaison de télécommunication qui relie chaque éolienne au terminal de télésurveillance. Ces câbles constituent le réseau interne de la centrale éolienne.

Ces réseaux de raccordement électrique ou téléphonique (surveillance) entre les éoliennes et les postes de livraison seront enterrés sur toute leur longueur en longeant au maximum les pistes et chemins d'accès entre les éoliennes et les postes de livraison. La tension des câbles électriques est de 20 000 V.

**Chemins d’accès aux éoliennes**

L’accès à la zone de projet se fera très probablement depuis les routes départementales D916 et D94. Une boucle de circulation, sera créée afin d’éviter aux camions de se croiser.

Les chemins d’accès aux éoliennes seront alors à renforcer ou à créer en fonction des installations déjà présentes. Les chemins existants seront privilégiés.

Longueur des chemins à créer = 386 m

Longueur des chemins à renforcer=3565 m

**Plateforme de montage**

Le montage de chaque aérogénérateur nécessite la mise en place d’une plateforme de montage destinée à accueillir la grue lors de la phase d’érection de la machine. Elles permettent également le montage d’une grue en phase d’exploitation lors de maintenances lourdes.

**Les postes de livraison**

Le poste de livraison du parc marque l’interface entre le domaine privé (l’exploitant du parc) et le domaine public, géré par le gestionnaire public de réseau (distributeur, transporteur). Il est équipé de différentes cellules électriques et automates qui permettent la connexion et la déconnexion du parc éolien au réseau 20 kV en toute sécurité. C’est au niveau de ce poste qu’est réalisé le comptage de la production d’électricité.

Deux postes de livraison sont prévus pour le projet éolien de Catillon-Fumechon. Ces postes sont compris dans un local préfabriqué de 9,26 m x 2,48 m, soit une emprise au sol de 22,96 m², répondant aux spécifications du guide technique EDF B81, normes NF C13-100, C13-200 et C15-100, la fabrication est réalisée suivant un système qualité certifié AFAQ ISO9002.

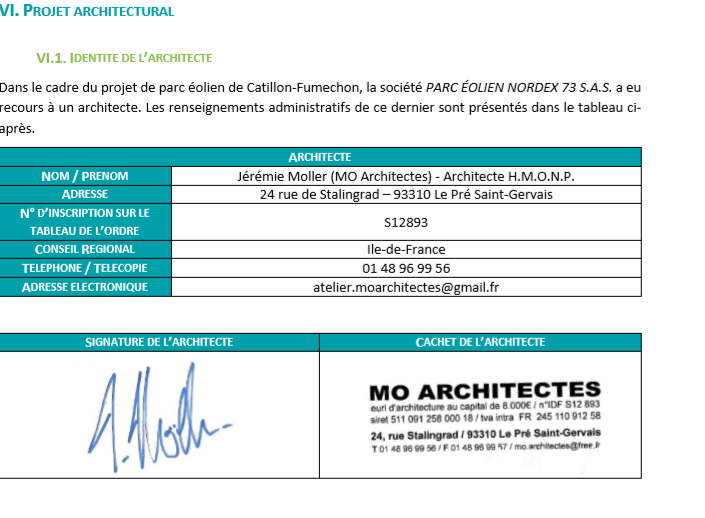
**Le centre de maintenance**

La maintenance du parc éolien sera réalisée par la société NORDEX pour le Maître d’Ouvrage.

La société NORDEX dispose de 15 centres de maintenance répartis sur l’ensemble du territoire national à proximité de ses parcs en fonctionnement afin d’y être réactif. Dans le cas présent la maintenance du parc éolien de Catillon-Fumechon sera réalisée par le centre de maintenance de Crèvecœur-le-Grand situé à environ 30 min, dans le département de l’Oise. (60),

**IV 5 PRESENTATION DU DEMANDEUR**

|  |  |
| --- | --- |
|  | ***PETITIONNAIRE*** |
| **DENOMINATION** | **PARC ÉOLIEN NORDEX 73 S.A.S** |
| **N° SIREN** | **824 242 374 3511 Z** |
| **CODE APE** | **3511Z** |
| **REGISTRE DE COMMERCE** | **RCS PARIS** |
| **FORME JURIDIQUE** | **Société par actions simplifiée à associé unique** |
| **PRESIDENTE** | **Anna-Katharina De TOURTIER** |
| **ADRESSE DU SIEGE** | **23 rue d’Anjou 75008 Paris** |
|  | ***SIGNATAIRE DE LA DEMANDE*** |
| **PRENOM - NOM** | **Anna-Katharina De TOURTIER** |
| **QUALITE** | **Présidente** |
| **ADRESSE** | **23 rue d’Anjou 75008 Paris** |
|  | ***DOSSIER SUIVI PAR*** |
| **PRENOM - NOM** | **Michel Nguyen** |
| **FONCTION** | **Chef de projets** |
| **ADRESSE** | **Nordex France 194, Avenue du Président Wilson, 93210 La Plaine Saint-Denis, France** |
| **TELEPHONE** | **01 55 93 94 61** |
| **COURRIEL** | **MNguyen@nordex-online.com** |

****

IV 6 PRESENTATION DE LA SOCIETE PARC ÉOLIEN NORDEX 73 S.A.S.

Le développement du projet a été réalisé par la filiale française de NORDEX, la société NORDEX France SAS, pour le compte de la société PARC ÉOLIEN NORDEX 73 S.A.S., pétitionnaire et Maître d’Ouvrage du projet, Sous-filiale du groupe NORDEX SE.

La société PARC ÉOLIEN NORDEX 73 S.A.S. est le porteur du projet.

Elle sollicite l’ensemble des autorisations liées à ce projet et prend l’ensemble des engagements techniques et environnementaux.

Au-delà de leurs liens capitalistiques, les sociétés NORDEX France et la société PARC ÉOLIEN NORDEX 73 S.A.S. sont d’ores et déjà liées par un engagement contractuel qui prévoit outre le développement du projet, la fourniture d’éoliennes NORDEX et la construction de celles-ci par NORDEX France S.A.S.

La société PARC ÉOLIEN NORDEX 73 S.A.S. bénéficie donc de l’ensemble des capacités techniques de NORDEX France S.A.S.

IV 4 4 DOSSIER DE DEMANDE D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE

PRESENTATION DE NORDEX

Historique du Groupe NORDEX est un constructeur d’éoliennes de grande puissance adaptées à la majorité des régions et climats à travers le monde.

La création de NORDEX remonte à 1985, alors que la demande mondiale d’éoliennes n’avait pas encore connu sa première grande croissance.

NORDEX a depuis toujours participé à l’établissement de nouveaux standards avec des modèles innovants : en 1995, avec la production de la première éolienne de série de plus d’un mégawatt au monde, puis de nouveau en l’an 2000 avec le plus puissant modèle d’éolienne de série de l’époque avec la N80, d’une puissance de 2,5 mégawatts.

V DEMARCHES ADMINISTRATIVES

V 1 Lettres

Par lettre du 16 octobre 2018 (annexe n°1) Madame Anna Katharina de TOURTIER présidente de Parc Eolien Nordex 73 S.A.S. dépose auprès de la PREFECTURE DE L’OISE une demande d’autorisation environnementale pour le projet du Parc Eolien de Catillon-Fumechon.

Par courrier du 11 octobre 2018 (annexe n°2) Madame Anna Katharina de TOURTIER présidente de Parc Eolien Nordex 73 S.A.S. « atteste » que la société NORDEX France possède les accords fonciers avec les propriétaires des terrains sur lesquels sont implantées les éoliennes.

Par lettre du 22 mai 2018 (annexe n° 3) la direction générale de NORDEX SE à Hambourg fourni une lettre d’engagement et de support au projet de Catillon-Fumechon

La société NORDEX SE entend par la présente attester qu’elle apportera tant son soutien financier que son soutien technique en vue de la réalisation et l’exploitation du projet

Par lettre du 27 novembre 2019 (annexe n°4) Monsieur Christophe VALLET par délégation de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l’Oise, demande auprès de Madame la Présidente du Tribunal Administratif d’Amiens la désignation d’un commissaire enquêteur en vue de procéder à l’enquête publique sur la demande d’autorisation présentée par la société PARC EOLIEN DE CATILLON-FUMECHON pour la construction et l’exploitation d’un parc éolien de 6 aérogénérateurs et 2 postes de livraison sur la commune de Catillon-fumechon

Par lettre du 09 décembre 2019 (annexe n° 5) Madame la Présidente du tribunal Administratif d’Amiens adresse à Monsieur le Préfet, à la Direction Départementale des Territoires de l’Oise une copie de la décision par laquelle le Président du tribunal a désigné Monsieur Philippe LEGLEYE ingénieur en BTP en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l’enquête publique citée en objet.

Par courriel du 19 décembre 2019 (annexe n° 7) Monsieur Christophe VALLET de la DDT de l’Oise informe le CE que le rendez vous du 31 décembre 2019 est annulé pour des raisons de contraintes d’organisation nouvelles. Un nouveau rendez vous sera pris début janvier 2020.

Par lettre du 10 janvier 2020,(annexe 14) Monsieur Christophe VALLET par délégation de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l’Oise, Informe monsieur Philippe LEGLEYE Commissaire enquêteur, des dispositions qu’il y a lieu de prendre pour le bon déroulement de l’enquête publique concernant le parc éolien de Catillon-Fumechon.

V 2 désignations du Commissaire Enquêteur (annexe 6).

Par décision du 09 décembre 2019 N° E19000223/80, Madame la Présidente du Tribunal Administratif d’ Amiens décide de désigner en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Philippe LEGLEYE ingénieur BTP (ER) demeurant 36 rue jacques Prévert à Verneuil en Halatte 60550

V 3 Arrêté Préfectoral (annexe n°13)

Par Arrêté Préfectoral du 08 janvier 2020, Monsieur Dominique LEPIDI, secrétaire général, par délégation de Monsieur le Préfet de l’Oise, ordonne le déroulement d’une enquête publique, sur la demande d’autorisation environnementale présentée par la société PARC EOLIEN DE CATILLON-FUMECHON pour la construction et l’exploitation d’un parc éolien de 6 aérogénérateurs et de 2 postes de livraison sur la commune de Catillon-Fumechon , est soumise à une enquête publique du lundi 03 février 2020 au mardi 03 mars 2020 en application des dispositions prévues par le code de l’environnement

VI DOSSIER D’ENQUÊTE PUBLIQUE

VI 1 Réalisation du dossier d’enquête publique

Le Dossier de demande d’autorisation environnementale pour le projet du Parc Eolien de Catillon-Fumechon a été réalisé par les soins des bureaux d’études de NORDEX France

* 1. : Avis de la MRAe
  2. : Mémoire en réponse du pétitionnaire à l’Avis de la MRAe
  3. : Dossier Administratif
  4. : Annexe 4 du dossier administratif=Plans réglementaires au format A3 et AO

2  : Sommaire inversé

3-1 : Etude d’impact environnementale (EIE)

3-2 : résumé non technique (RNT) de l’EIE

3-3 : Volet acoustique de l’EI

3-4 : Volet écologique de l’EIE

3-5 : Volet paysager de l’EIE

4-1 : Etude de danger (EDD)

4-2 : Etude de danger résumé non technique RNT

5 : Note de présentation non technique (NPNT)

VI 2 CONCERTATION

Depuis le début de l’année 2016, NORDEX France étudie la possibilité d’installer un parc éolien sur la commune de Catillon-Fumechon (Oise). Pour cela, le maire de la commune, ainsi que les propriétaires exploitants ont été rencontrés. Suite à l’accord de ces derniers, et à une délibération favorable du conseil municipal, des études de faisabilité ont pu être lancées.

Après deux années de réflexion et de travail, nourries par l’ensemble des études techniques, le projet a été finalisé en mai 2018. Il porte sur l’implantation de 6 éoliennes d’une puissance de 3 à 3,6 MW chacune. La production annuelle du parc est estimée à 66,5 GWh, soit l’équivalent de la consommation d’environ 14 000 foyers, chauffage compris.

Durant toute la phase de développement du projet, NORDEX France a souhaité maintenir une relation privilégiée avec le conseil municipal de la commune de Catillon-Fumechon. Au total, entre septembre 2017 et juin 2018, 5 rencontres se sont déroulées en présence des élus : deux conseils municipaux et trois comités de suivi du projet.

À l’issue du conseil municipal du 7 septembre 2017, NORDEX France a souhaité constituer un groupe de travail dédié au projet. Quatre élus se sont portés volontaires pour composer ce « comité de suivi », instance-relai entre NORDEX France et le conseil municipal. Trois comités de suivi ont été organisés de décembre à juin 2018 :

Mardi 20 décembre 2017 ;

Mardi 27 mars 2018 ;

Mercredi 13 juin 2018.

Afin de garantir un socle d’information commun sur le territoire du projet, NORDEX France a souhaité faire parvenir à tous les habitants de la commune, une lettre d’information. Le document se présentait sous un format illustré de 4 pages pour faciliter la lecture du document, et s’assurer d’un haut taux de lecture.

Deux lettres d’information ont ainsi été distribuées aux habitants en mai 2018 et septembre 2018.

Outre les supports d’information imprimés, NORDEX France a également tenu à proposer un temps de rencontre et d’information sur le projet.

Durant cette permanence, organisée en mairie, l’équipe-projet s’est rendue disponible pour échanger avec les personnes présentes à la fois sur le projet de Catillon-Fumechon, mais également sur l’éolien en général.

La permanence, ouverte à tous les habitants, s’est tenue le mercredi 13 juin 2018( annexe 16) Pour faciliter les explications et illustrer les propos, NORDEX France avait mis à disposition une dizaine de panneaux explicatifs, concernant, par exemple, les études menées, le fonctionnement d’un parc éolien ou encore une carte d’implantation.

Une permanence d’information préalable à l’enquête publique s’est tenue le mardi 14 janvier 2020 de 16h00 à 19h00 en mairie de Catillon-fumechon (annexe 17)

VI 3 FONCIER

Par courrier du 11 octobre 2018 (annexe n°2) Madame Anna Katharina de TOURTIER présidente de Parc Eolien Nordex 73 S.A.S. « atteste » que la société NORDEX France possède les accords fonciers avec les propriétaires des terrains sur lesquels sont implantées les éoliennes.

VI 4 REMISE EN ETAT DU SITE

« Les avis relatifs aux conditions de remise en état du site lors de l’arrêt définitif du parc éolien de catillon –Fumechon » ont été signés par propriétaires suivants :

Monsieur Thierry DUPONT parcelle n°36 section ZE (annexe n° 8)

Madame Cécile COUSIN parcelles 14 et 33 section ZB et 9 section ZC (annexe 9)

Monsieur Philippe TRUNET (Maire) remis en état générale (annexe 10)

Madame Magali DEWILDE parcelle 34 section ZE (annexe 11)

Madame Rachel VANDEPUTTE parcelle 34 section ZE ( annexe 12)

VII PREPARATION DE L’ENQUÊTE PUBLIQUE

VII 1 réunion préalable a l’enquête publique

**COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 09 JANVIER 2020**

**A LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE L’OISE**

**Présents :**

**DDT de l’Oise** :

Madame Anne Claire DELAFONTAINE

Monsieur Christophe VALLET (responsable de bureau)

Monsieur Idriss ABDELLATIF

**Commissaire enquêteur** :

Monsieur Philippe **LEGLEYE (CE)**

**Ordre du jour** :

Réunion préparatoire a l’enquête publique sur l’ICPE présentée par la société NORDEX FRANCE pour la construction et l’exploitation d’un parc eolien de 6 aérogénérateurs et 2 postes de livraison sur la commune de Catillon Fumechon

**Dossier d’enquête publique**

Un dossier incomplet a été remis une première fois au CE le 16 décembre 2019

Le dossier complet finalisé a été déposé chez le CE le 07 janvier 2020

**Registre d’enquête publique**

Signé et paraphé en séance par le CE

**Présentation sommaire du projet :**

Il s’agit de la demande d’autorisation environnementale présentée par la société PARC EOLIEN DE CATILLON FUMECHON pour la construction et l’exploitation d’un parc éolien de 6 aérogénérateurs et 2 postes de livraison sur la commune de Catillon Fumechon

Les communes concernées par cette enquête publique sont :

Brunvillers-la-Motte ; Fournival ; Gannes, Le Mesnil-sur-Bulles ; le Plessier-sur-Bulles ; le Plessier-sur-Saint-Just ; Nourard-le-Franc ; Plainval ; Quimquenpoix ; Ravenel ; Sains-Morainvillers ; Saint-Just-en-Chaussee ; Saint-Remy-en-l’eau ; Valescourt ; Wavignies ; Ansauvillers ; Bonvillers ; Bucamps ; Campremy ; Chepoix ; La Hérelle ; Le Quesnel-Aubry ; Mory-Montcrux ; Saint-Andre-Farivillers ; Thieux

26 communes sont concernées.

Chaque commune aura un CD ou une clef USB du Dossier d’EP, l’arrêté préfectoral et l’avis de l’EP à afficher

La commune de Catillon-Fumechon, siège de l’enquête publique, aura un dossier d’enquête publique format papier, l’arrêté Préfectoral, le registre d’enquête publique, les « Avis d’affichage en Mairie »

.

**Publicité de l’enquête par voie de presse**

Réalisée par la Préfecture dans deux journaux, 15 jours avant le début de l’enquête et dans les 8 jours après le début de l’enquête publique

Une photocopie des journaux concernés, sera transmise au CE par la Préfecture, au fur et a mesure de la parution de l’annonce.

**Affichage**

Les 26 mairies concernées par l’EP doivent afficher « l’AVIS » d’enquête publique 15 jours avant le début de l’enquête publique.

La société NORDEX FRANCE affichera au format réglementaire les AVIS sur le site dans les mêmes délais.

**Arrêté Préfectoral**

A transmettre un exemplaire au CE dès sa parution

**Site internet**

La Société PUBLILEGAL sous couvert de la Société NORDEX France est en charge de créerun site internetpermettant au public de prendre connaissance du dossier d’enquête publique et de notifier par voie électronique leurs éventuelles observations, pendant la durée de l’enquête publique

.

La commune de Catillon Fumechon mettra un ordinateur à disposition du public. Cet ordinateur sera muni de la clé USB du dossier d’enquête publique

**Réunion de préparation de l’enquête publique**

Une réunion est organisée en date du 17 janvier 2020 sur la commune de Catillon-Fumechon

**Ordre du jour de cette réunion**

**:**

**A 9h00** Rencontre du maire de la commune de Catillon-Fumechon et du CE, :

* Examen des modalités pratiques du déroulement de l’enquête publique.

**A partir de 10h00** en présence des représentants de NORDEX FRANCE

* Présentation du projet par le pétitionnaire
* Observations du CE sur le dossier d’enquête publique
* Modalités pratiques du déroulement de l’enquête publique.
* Visite du site

**Dates de l’enquête publique**

Arrêtées d’un commun accord entre Madame DELAFONTAINE et le CE

Soit: Enquête publique **du lundi 03 février 2020 au mardi 03 mars 2020**

**Les permanences:**

* Lundi 03 février 2020 de 9h00 à 12h00
* Samedi 15 février 2020 de 9h00 à 12h00
* Jeudi 20 février 2020 de 16h00 à 19h00
* Vendredi 28 février 2020 de 9h00 à 12h00
* Mardi 03 mars 2020 de 16h00 à 19h00

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU **VENDREDI 17 JANVIER 2020**

EN MAIRIE DE **CATILLON-FUMECHON**

**Présents :**

**Mairie de CATILLON-FUMECHON**

**Monsieur Philippe TRUNET** maire de la commune

**Mademoiselle Alexia ARGENTIER** secrétaire de Mairie

**Société NORDEX FRANCE**

**Monsieur Michel NGUYEN : Chef de Projet éolien**

**Monsieur Marc SERRA : Responsable développement Nord-Ouest**

**Commissaire enquêteur : (CE)**

**Monsieur Philippe LEGLEYE :** (CE)

**Ordre du jour :**

1. Organisation de l’enquête publique en Mairie
2. Présentation du projet par la société NORDEX
3. commentaire du CE
4. Visite du site
5. Divers
   * 1. **Réunion de travail entre Monsieur le Maire, la secrétaire de Mairie et le CE (a 9h00)**

* Examen de l’arrêté Préfectoral
* Examen du registre d’enquête publique (à compléter)
* Les Observations du public :
* Les observations du public se feront sur le registre d’EP ou par lettres adressées au CE en mairie. ou sur le registre dématérialisé mis en place à l’adresse courriel figurant dans l’arrêté préfectoral
* Le dossier en version informatique est consultable sur un poste informatique mis à disposition dans la commune de Catillon-Fumechon aux heures d’ouverture de la Mairie sur le site internet à l’adresse suivante : http//catillonfumechon.projet-eolien-nordex.enquetepublique.net
* Dés réception des observations du public (sur registres ou lettres), en faire une photocopie (en garder une en mairie) et en scanner aussitôt un exemplaire au commissaire enquêteur.
* « **Philippe.legleye@wanadoo.fr »**
* Les lettres adressées au CE seront ensuite collées dans les dernières pages du registre
* Viser et dater tous les jours le registre d’enquête publique, noter le nombre de visiteurs et numéroter les observations au fur et mesure de leurs notifications
* Les permanences du CE se feront dans le salle du conseil de la mairie
* Le dossier d’EP ainsi que son registre doivent être à la disposition du public pendant toute la durée de l’enquête publique aux heures d’ouverture de la mairie.
* Clôture de l’enquête : Le CE récupérera le dernier jour à la dernière heure le registre d’enquête publique ainsi que le dossier d’enquête publique.
* Les affiches publicitaires de l’enquête publique doivent être également affichées dans les panneaux prévus à cet effet dans la commune
  + 1. **Présentation du projet par les représentants de NORDEX France (a partir de 10h00)**

Remise par NORDEX France d’un document intitulé « réunion préalable à l’enquête publique »

Présentation du projet du Parc éolien de Catillon-Fumechon :

* 6 éoliennes et 2 postes de livraisons
* Zone favorable sous condition du Schéma régional Eolien
* Entre 18 et 21.6MW installés, +60GWh/an ; soit 13000 foyers équipés et 30000 t de CO2 évités

Le projet de Catillon-Fumechon est situé à la limite d’un des trois pôles de densification du secteur Somme Sud/Ouest /Oise Ouest du SRE de l’ancienne région Picardie. Ainsi, il s’inscrit dans la logique de confortement des parcs éoliens existants. Cela permet de limiter le mitage et de ne pas réduire les espaces de respiration

**Répercussion sur le territoire** :

* Fiscalité : environ 9000€ par éolienne et par an à la commune
* Indemnités aux propriétaires : environ 10000€/moyenne par an
* Financement de l’enfouissement d’une partie des lignes électriques du centre bourg
* Contribution au remplacement de l’éclairage public
* Réalisation d’un parcours pédagogique de sensibilisation à l’environnement avec l’aménagement d’un arboretum
* Isolation thermique du bâtiment communal de restauration scolaire
* Servitudes liées à l’exploitation du parc éolien (indemnités aux communes pour l’utilisation des chemins ruraux et voies communales)

**Délais d’intervention générale**

* Développement et Montage financier : entre 3 à 6 ans
* Conception et gestion de chantier : 1 an
* Maintenance et démantèlement 20 à 40 ans

**Chronologie du projet**

2015 : premiers contacts

2016 : délibération du conseil municipal

2017 : Lancement de l’étude de vent

2018 : comité de suivi et Dépôt du dossier de demande d’autorisation environnementale

2019 : demande de complément de la DREAL, Avis de la MRAe

2020 : Enquête publique

Le Schéma régional EOLIEN ( SRE) a été annulé.

**3) Concertation avec le public**

En dehors des réunions d’information auprès du public notamment courant 2018, une rencontre avec le public a été organisée en mairie de Catillon –Fumechon le mardi 14 janvier 2020.

**4) Dossier d’enquête publique**

Monsieur NGUYEN a vérifié le contenu du dossier d’enquête publique

1. **Intervention du CE a propos du dossier d’enquête publique**

Des précisions ont été demandées par le CE, notamment sur les thèmes ci-dessous :

* Distance des éoliennes par rapport à l’habitat
* Les parcs existants
* La ferme isolée
* Contexte écologique (avifaune, chiroptères)
* Garanties financières
* Concertation du public
* Risques (foudroiement, bloc de glace, )
* Impacts (lumineux, sonores, visuels)
* faisceaux hertziens
* SRE (Schéma régional Eolien)
* Archéologie

Des réponses ont été fournies par les représentants de la Société NORDEX. Les différents thèmes évoqués doivent se retrouver dans le dossier d’enquête publique

**6) Visite du site en présence des représentants de NORDEX France**

Le projet se situe dans une zone plate a proximité d’un parc éolien « la Croisette »

Les « AVIS » au public ont été répartis au croisement de plusieurs routes qui entourent le projet

Une ferme se situe à proximité du projet

Des explications ont été fournies par NORDEX France sur l’implantation du projet

.

Les explications (en mairie et sur site) ont permis au CE de prendre connaissance, d’une manière plus approfondie du projet faisant l’objet de l’enquête publique ICPE.

**REPARTITION DES TACHES**

|  |  |
| --- | --- |
| **OBSERVATIONS** | **REPONSES** |
| Mise à disposition de la « salle du conseil » pendant la durée de l’enquête | Mairie |
| « Arrêté Préfectoral » et « avis d’enquête publique » à afficher en Mairie et sur panneaux d’affichages sur les communes | Brunvillers-la-Motte ; Fournival ; Gannes, Le Mesnil-sur-Bulles ; le Plessier-sur-Bulles ; le Plessier-sur-Saint-Just ; Nourard-le-Franc ; Plainval ; Quimquempoix ; Ravenel ; Sains-Morinvillers ; Saint-Just-en-Chaussee ; Saint-Remy-en-l’eau ; Valescoirt ; Wavignies ; Ansauvillers ; Bonvillers ; Bucamps ; Campremy ; Chepoix ; La Herelle ; Le Quesnel-Aubry ; Mory-Montreux ; Saint-Andre-Farivillers ; Thieux |
| « L’Avis d’enquête publique » format réglementaire à afficher sur le site | NORDEX FRANCE |
| Annonces publicitaires dans deux journaux | DDT/Préfecture |
| Observations du public dans registre, lettres ou courriels  A photocopier, en garder un exemplaire en Mairie, et transmettre un exemplaire. au CE par voie électronique | Mairie |
| Transmettre observations du public au fur et a mesure de l’évolution de l’EP, à la société NORDEX FRANCE | CE |
| Mémoire en réponse aux observations du public à transmettre au fur et a mesure au CE | NORDEX FRANCE |
| Publicité complémentaire de l’EP non obligatoire, mais souhaitable Internet Journal communal. Copie à fournir au CE | Mairie |
| Constat d’affichage au début et pendant l’enquête dans toutes les Mairies  Constat d’affichage sur le site avec photos  (constat d’huissier) a transmettre au CE | Mairie  et  NORDEX FRANCE |
| Prévoir réunion de fin d’enquête publique après la clôture de l’enquête (date à définir) | NORDEX France /CE |
| Fournir en Mairies 3 ou 4 plans des vues caractéristiques du projet et notamment : phasage, réaménagement, trafic (a déposer en mairie) | NORDEX FRANCE |
| Respect des Directives de l’arrêté préfectoral et notamment dématérialisation | Mairie, NORDEX FRANCE, CE |
| Mettre à la disposition du public un portable avec clef USB de l’enquête publique | Mairie |
| Fournir au CE un plan de la commune avec le nom des rues | Mairie |
| Les observations du public sur le site dématérialisé seront transmises au fur et mesure de leurs parution au CE par voie électronique | NORDEX France  PUBLILEGAL |
| Viser et dater tous les jours le registre d’enquête publique, noter le nombre de visiteurs et numéroter les observations au fur et à mesure de leurs notifications | Mairie |
|  |  |

Pour mémoire :

**Dates de l’enquête publique :**

Enquête publique **du lundi 03 février 2020 au mardi 03 mars 2020**

**Les permanences:**

* Lundi 03 février 2020 de 9h00 à 12h00
* Samedi 15 février 2020 de 9h00 à 12h00
* Jeudi 20 février 2020 de 16h00 à 19h00
* Vendredi 28 février 2020 de 9h00 à 12h00
* Mardi 03 mars 2020 de 16h00 à 19h00

VII 2 Visite du site

**Visite du site le 17 janvier 2020 en présence des représentants de NORDEX France**

Le projet se situe dans une zone plate a proximité d’un parc éolien « la Croisette »

Il s’agit essentiellement de terres agricoles

Les « AVIS » au public ont été répartis au croisement de plusieurs routes qui entourent le projet

Une ferme se situe à proximité du projet

Des explications ont été fournies par NORDEX France sur l’implantation du projet

VII 3 Avis d’Affichage

En date du vendredi 17 janvier 2020, j’ai constaté que «l’AVIS AU PUBLIC » de la présente enquête publique, avait bien été affiché à la Mairie de Catillon-Fumecho, ainsi que sur le site du projet ou de nombreuses affiches, sont réparties autour du projet (croisement de route, chemin)

La société NORDEX France m’a transmis le « PROCES VERBAL DE CONSTAT » (annexes N° 19) daté du 16 janvier 2020 de 27 pages d’affichage, établis par l’étude des huissiers de justice de Saint Just en Chaussée , concernant les communes suivantes :

Catillon-Fumechon, Brunvillers-la-Motte ; Fournival ; Gannes, Le Mesnil-sur-Bulles ; le Plessier-sur-Bulles ; le Plessier-sur-Saint-Just ; Nourard-le-Franc ; Plainval ; Quimquempoix ; Ravenel ; Sains-Morinvillers ; Saint-Just-en-Chaussee ; Saint-Remy-en-l’eau ; Valescoirt ; Wavignies ; Ansauvillers ; Bonvillers ; Bucamps ; Campremy ; Chepoix ; La herelle ; Le Quesnel-Aubry ; Mory-Montreux ; Saint-Andre-Farivillers ; Thieux

VII 4 Présentation du village de Catillon-Fumechon

Catillon-Fumechon fait partie de la [Communauté de communes du Plateau Picard](https://www.annuaire-mairie.fr/communaute-communes-du-plateau-picard.html).

[Catillon-Fumechon](http://www.cartesfrance.fr/carte-france-ville/60133_Catillon-Fumechon.html) est un petit village du nord de la France. Le village est situé dans le [département de l'Oise](http://www.cartesfrance.fr/carte-france-departement/carte-departement-Oise.html) en [région Picardie](http://www.cartesfrance.fr/carte-france-region/carte-region-Picardie.html). Le village de Catillon-Fumechon appartient à l'arrondissement de Clermont et au canton de Saint-Just-en-Chaussée. Le code postal du village de Catillon-Fumechon est le 60130 et son code Insee est le 60133. Les habitants de Catillon-Fumechon se nomment les Catillonnais-Fumechonnais et les Catillonnaises-Fumechonnaises.

L'altitude moyenne de Catillon-Fumechon est de 150 mètres environ. Sa superficie est de 13.31 km². Sa latitude est de 49.518 degrés Nord et sa longitude de 2.37 degrés Est. Les villes et villages proches de Catillon-Fumechon sont : [Nourard-le-Franc (60130)](http://www.cartesfrance.fr/carte-france-ville/60468_Nourard-le-Franc.html) à 2.07 km, [Wavignies (60130)](http://www.cartesfrance.fr/carte-france-ville/60701_Wavignies.html) à 3.18 km, [Bucamps (60480)](http://www.cartesfrance.fr/carte-france-ville/60113_Bucamps.html) à 3.62 km, [Le Mesnil-sur-Bulles (60130)](http://www.cartesfrance.fr/carte-france-ville/60400_Le%20Mesnil-sur-Bulles.html) à 4.03 km

La population de Catillon-Fumechon était de 517 au recensement de 1999, 565 en 2006, 572 en 2007 et 582 en 2009. La densité de population du village est de 43.73 habitants par km².

Le nombre de logements sur la commune a été estimé à 207 en 2007. Ces logements se composent de 193 résidences principales, 6 résidences secondaires ou occasionnelles

VIII DEROULEMENT DE L’ENQUÊTE

**VIII 1 Dates de l’enquête publique**

du lundi 03 février 2020 au mardi 03 mars 2020

**VIII 2 Les permanences**

Dates des permanences du CE en mairie de Catillon-Fumechon

Les permanences:

* Lundi 03 février 2020 de 9h00 à 12h00
* Samedi 15 février 2020 de 9h00 à 12h00
* Jeudi 20 février 2020 de 16h00 à 19h00
* Vendredi 28 février 2020 de 9h00 à 12h00
* Mardi 03 mars 2020 de 16h00 à 19h00

VIII 3 Publicité

Les insertions légales d’avis au public ont été faites respectivement dans les journaux ci-après

Le Parisien

Edition du : (mercredi 15 janvier 2020 annexe n° 19)

Edition du : Lundi 3 février 2020 (annexe 21)

Le Courrier Picard

Edition du mercredi 15 janvier 2020 (annexe n° 18)

Edition du : Lundi 3 février 2020 (annexe 22)

Transmission à toutes les Mairies concernées par les soins de la DDT de l’Oise de «  l’AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE PARC EOLIEN DE CATILLON-FUMECHON  » pour affichage (annexe n°15)

#### VIII 4 Registre d’enquête publique

Le registre d’enquête publique a été signé et paraphé par mes soins le jeudi 09 janvier 2020 en Préfecture

En date du lundi 03 février 2020 j’ai complété le registre d’enquête publique en Mairie de Catillon-Fumechon

Le dossier d’enquête publique ainsi que le registre d’enquête publique, ont bien été tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l’enquête publique.

Le registre d’enquête publique a été clos par mes soins le dernier jour de l’enquête soit le mardi 03 mars 2020 aprés 19h00

**VIII 5 Déroulement des Permanences**

* **Permanence du lundi 03 février 2020 de 9h00 à 12h00**

La permanence s’est déroulée dans la salle du conseil facilement accessible au public.

Le dossier d’enquête publique ainsi que le registre d’enquête publique (dument rempli et paraphé par mes soins) étaient à la disposition du public.

La version informatique du dossier est consultable sur un poste informatique mis à la disposition du public.

J’ai été reçu par monsieur Philippe TRUNET Maire de la commune

Une seule personne est intervenue pendant ma permanence pour prendre connaissance du dossier et me faire part de ses observations

Il s’agit de Madame Adrienne WATTEL domiciliée à la ferme Morvillers.

Madame WATTEL, n’est pas favorable au projet, et à l’intention de notifier ultérieurement ses observations dans le registre d’enquête publique.

* **Permanence du Samedi 15 février 2020 de 9h00 à 12h00**

La permanence s’est déroulée dans la salle du conseil facilement accessible au public.

Le dossier d’enquête publique ainsi que le registre d’enquête publique (dument rempli et paraphé par mes soins) étaient à la disposition du public.

La version informatique du dossier est consultable sur un poste informatique mis à la disposition du public

J’ai été reçu par monsieur Philippe TRUNET Maire de la commune

Une seule personne est intervenue pendant ma permanence pour prendre connaissance du dossier et me faire part de ses observations

Cette personne n’était pas favorable à l’implantation d’un parc éolien sur la commune

* **Permanence du Jeudi 20 février 2020 de 16h00 à 19h00**

La permanence s’est déroulée dans la salle du conseil facilement accessible au public.

Le dossier d’enquête publique ainsi que le registre d’enquête publique (dument rempli et paraphé par mes soins) étaient à la disposition du public.

La version informatique du dossier est consultable sur un poste informatique mis à la disposition du public

J’ai été reçu parMademoiselle Alexia ARGENTIERsecrétaire de Mairie

1. personnes sont intervenues pendant la permanence

* Madame Diane D’HARCOURT adjointe en mairie de Plainval opposée au projet du parc éolien et qui a déposé une lettre (qui figurera dans le rapport du CE)
* Monsieur Philippe TOURTE, Maire de la commune de Plainval, opposé au projet du parc éolien du Catillon-Fumechon et qui a également déposé une lettre (qui figurera dans le rapport du CE
* Monsieur Pascal HIOLLE Habitant de Catillon Fumechon, qui est venu se renseigner sur le projet et déposera ultérieurement ses observations dans le registre.
* **Permanence du Vendredi 28 février 2020 de 9h00 à 12h00**

La permanence s’est déroulée dans la salle du conseil facilement accessible au public.

Le dossier d’enquête publique ainsi que le registre d’enquête publique (dument rempli et paraphé par mes soins) étaient à la disposition du public.

La version informatique du dossier est consultable sur un poste informatique mis à la disposition du public.

* J’ai été reçu parMademoiselle Alexia ARGENTIERsecrétaire de Mairie

3 personnes sont intervenues pendant ma permanence

Monsieur VANQUELEF opposé au projet et qui m’a remis deux lettres, l’une de de 14 pages, l’autre d’une page. Le contenu de ces lettres qui avaient déjà été transmises par voie électronique sous l’observation n° 17 et 18 sur « registre électronique » au rapport du CE.

Madame Diane D’HARCOURT, opposée au projet m’a remis deux documents qui figurent sous le n° 4 « observations par lettre » au rapport du CE.

Monsieur GOGNY GOUBERT Maire honoraire de Saint Rémy en l’Eau également opposé au projet, doit transmettre un courriel avant la fin de l’enquête publique

* **Permanence du Mardi 03 mars 2020 de 16h00 à 19h00**

La permanence s’est déroulée dans la salle du conseil facilement accessible au public.

Le dossier d’enquête publique ainsi que le registre d’enquête publique (dument rempli et paraphé par mes soins) étaient à la disposition du public.

La version informatique du dossier est consultable sur un poste informatique mis à la disposition du public

J’ai été reçu parMademoiselle Alexia ARGENTIERsecrétaire de Mairie

Personne n’est intervenu pendant ma permanence.

Monsieur le Maire a notifié une observation personnelle dans le registre d’enquête publique.

J’ai récupéré le registre d’enquête publique.

J’ai informé monsieur le maire que j’avais organisé une réunion de « Clôture d’enquête publique » avec la société Nordex, en mairie de Catillon Fumechon le lundi 09 mars 2020 à 10h30.

.

J’ai traité ces observations à mon bureau et je les ai transmises comme prévu à monsieur NGUYEN de NORDEX, pour avis et commentaires sur chaque observation

Le registre d’enquête publique a été clos par mes soins en fin de séance

VIII 6 Conditions d’organisation et de déroulement de l’enquête

Les permanences se sont déroulées dans la salle du conseil de la Mairie située au rez de chaussée de la mairie, facilement accessible au public.

Lors des cinq permanences du commissaire enquêteur, 8 personnes sont intervenues, pour prendre connaissance du dossier d’enquête publique et notifier des observations pour certaines d’entres elles

#### VIII 7 Entretien avec le maire de la commune et/ou les adjoints

Lors de mes permanences, j’ai eu l’occasion de rencontrer, monsieur Philippe TRUNET Maire de la commune de Catillon-Fumechon, soucieux du bon déroulement de l’enquête publique et de l’intérêt des habitants de la commune pour l’enquête publique.

Lorsqu’il était adjoint au maire dans les mandats précédents, Monsieur Trunet me disait qu’il n’était pas très favorable au parc éolien.

Après avoir été élu Maire lui, et son équipe municipale ont pris en considération les différents avantages pour sa commune (financier, aménagements divers) que lui proposaient les Sociétés d’éoliennes.

C’est ainsi qu’avec son conseil municipal, Monsieur le maire a pris la décision de donner son accord pour l’implantation d’un parc éolien sur sa commune.

IX CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

IX 1. LE CLASSEMENT DES PARCS EOLIENS AU TITRE DES ICPE

En application de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l’environnement, dite loi Grenelle II, les éoliennes sont soumises au régime des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE). Le décret n°2011-984 du 23 août 2011, modifiant l’article R.511-9 du Code de l’Environnement, a crée la rubrique 2980 pour les installations de production d’électricité à partir de l’énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs. Il prévoit deux régimes d’installations classées pour les parcs éoliens terrestres :

Le projet de parc éolien de Catillon-Fumechon comprend au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m : cette installation est donc soumise à autorisation (A) au titre des ICPE.

XI 2 LA DEMANDE D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

L’ordonnance n°2017-80 en date du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale a instauré une nouvelle procédure administrative dite de « l’autorisation environnementale ». Cette autorisation environnementale vaut autorisation au titre de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement et, le cas échéant, autorisation de défrichement au titre des articles L.214-13 et L.341-3 du Code Forestier, autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du Code de l'Énergie, et dérogation au titre du 4° de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement.

XI 3 CONTENU DE LA DEMANDE D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE

Le contenu de la demande d’autorisation unique est défini par l’article R. 181-13 du code de l’environnement instauré par le décret n°2017-81 en date du 26 janvier 2017 relatif à l’autorisation environnementale et l’article D. 181-15-2 instauré par le décret n°2017-82 en date du 26 janvier 2017, décrets portant tout deux application de l’ordonnance n°2017-80 susmentionnée.

XI 4 ARTICLE R. 181-13 DU CODE DE L’ENVIRONNEMENT

La demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants :

1° Lorsque le pétitionnaire est une personne physique, ses nom, prénoms, date de naissance et adresse et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, son numéro de SIRET, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;

2° La mention du lieu où le projet doit être réalisé ainsi qu'un plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000, ou, à défaut au 1/50 000, indiquant son emplacement ; « 3° Un document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit ;

4° Une description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés mis en œuvre, ainsi que l'indication de la ou des rubriques des nomenclatures dont le projet relève. Elle inclut les moyens de suivi et de surveillance, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées ;

5° Soit, lorsque la demande se rapporte à un projet soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3, s'il y a lieu actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, soit, dans les autres cas, l'étude d'incidence environnementale prévue par l'article R. 181-14 ;

6° Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R. 122-3, la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision ;

7° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles prévues par les 4° et 5° ;

8° Une note de présentation non technique.

IX 5 ARTICLE D. 181-15-2 DU CODE DE L’ENVIRONNEMENT

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 2° de l'article L. 181-1, le dossier de demande est complété dans les conditions suivantes.

« I.-Le dossier est complété des pièces et éléments suivants :

« 1° Lorsque le pétitionnaire requiert l'institution de servitudes d'utilité publique prévues à l'article L. 515-8 pour une installation classée à implanter sur un site nouveau, le périmètre de ces servitudes et les règles souhaités ;

« 2° Les procédés de fabrication que le pétitionnaire mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation ;

« 3° Une description des capacités techniques et financières mentionnées au second alinéa de l'article L. 18125 dont le pétitionnaire dispose, ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'autorisation, les modalités prévues pour les établir. Dans ce dernier cas, l'exploitant adresse au préfet les éléments justifiant la constitution effective des capacités techniques et financières au plus tard à la mise en service de l'installation.

« 4° Pour les installations destinées au traitement des déchets, l'origine géographique prévue des déchets ainsi que la manière dont le projet est compatible avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541-11-1, L. 541-13 du code de l'environnement et L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales ;

« 5° Pour les installations relevant des articles L. 229-5 et L. 229-6, une description :

« a) Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du dioxyde de carbone ;

« b) Des différentes sources d'émissions de dioxyde de carbone de l'installation ;

« c) Des mesures prises pour quantifier les émissions à travers un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement prévu à l'article 14 de la directive 2003/87/ CE du 13 octobre 2003 modifiée. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant sans avoir à modifier son autorisation ;

« d) Un résumé non technique des informations mentionnées aux a à c ;

« 6° Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14 et si le projet relève des catégories mentionnées à l'article L. 516-1, l'état de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18.

« Lorsque cet état de pollution des sols met en évidence une pollution présentant des dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ou de nature à porter atteinte aux autres intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, le pétitionnaire propose soit les mesures de nature à éviter, réduire ou compenser cette pollution et le calendrier correspondant qu'il entend mettre en œuvre pour appliquer celles-ci, soit le programme des études nécessaires à la définition de telles mesures ;

« 7° Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V, les compléments prévus à l'article R. 515-59 ;

« 8° Pour les installations mentionnées à l'article R. 516-1 ou à l'article R. 515-101, les modalités des garanties financières exigées à l'article L. 516-1, notamment leur nature, leur montant et les délais de leur constitution ;

« 9° Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants. Une échelle réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration ;

« 10° L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 et définie au III du présent article ;

« 11° Pour les installations à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ; ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire ;

« 12° Pour les installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent :

a) Un document établissant que le projet est conforme aux documents d'urbanisme ;

b) La délibération favorable prévue à l'article L. 515-47, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou une commune a arrêté un projet de plan local d'urbanisme avant la date de dépôt de la demande d'autorisation environnementale et que les installations projetées ne respectent pas la distance d'éloignement mentionnée à l'article L. 515-44 vis-à-vis des zones destinées à l'habitation définies dans le projet de plan local d'urbanisme ;

c) lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine :

-une notice de présentation des travaux envisagés indiquant les matériaux utilisés et les modes d'exécution des travaux ;

-le plan de situation du projet, mentionné à l'article R. 181-13, précise le périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques ;

-un plan de masse faisant apparaître les constructions, les clôtures et les éléments paysagers existants et projetés ;

-deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et le paysage lointain ;

-des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques. »

VIII CONSULTATION DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES (POA) (et avis et commentaires du CE)

Mission régionale d’autorité environnementale (MRAe)

AVIS N° 2019-3980 rendu le 25 novembre 2019 par délégation de la mission régionale d’autorité environnementale de la région Hauts-de-France.(MRAe)

Mémoire en réponse de la société NORDEX FRANCE daté du mois de décembre 2019 à l’Avis de la Mission Régionale d’Autorité environnementale Hauts-de-France

Nous ne reprenons ci-dessous que partiellement les avis de la MRAe et les réponses du pétitionnaire. Les textes complets sont consultables dans le dossier d’enquête publique.

*Recommandation n°1 :*

L’autorité environnementale recommande de compléter l’étude des scénarios par la recherche de solutions alternatives à la zone d’implantation potentielle retenue (autre localisation) évitant la zone d’enjeux avifaunistiques liée aux stationnements automnaux et à l’hivernage du Pluvier doré et du Vanneau huppé.

*Réponse du pétitionnaire*

*Le choix des scénarios d’implantation retenus dans le cadre de l’étude d’impact résulte d’une démarche de conciliation de l’ensemble des enjeux identifiés dans l’environnement de la zone d’implantation potentielle. Les enjeux chiroptérologiques, la proximité du parc éolien de la Croisette à l’Est, la limite du territoire communal de Catillon-Fumechon et les 500 mètres aux habitations sont autant d’arguments pour justifier que les solutions d’implantations proposées ne permettent pas de proposer de solutions alternatives réellement viables et que la zone d’implantation retenue est une zone de moindre enjeux.*

*Avis du commissaire enquêteur :*

*Il en résulte que le choix des scénarios d’implantation retenus impacte la zone d’enjeux avifaunistiques liée aux stationnements automnaux et à l’hivernage du Pluvier doré et du Vanneau huppé.*

*Recommandation n°2* :

Afin d’évaluer précisément l’impact engendré par le futur parc éolien sur la nécropole de Noyers-Saint-Martin, l’autorité environnementale recommande de présenter des photomontages depuis et avec ce monument.

*Réponse du pétitionnaire*

*Les sensibilités relevées lors de la réalisation de l’état initial peuvent, lors de l’évaluation des impacts, être nuancées voire annulées.*

*Dans le cas du cimetière militaire de Noyers-Saint-Martin, la configuration topographique du territoire, la couverture végétale et les caractéristiques du projet viennent contraster avec les sensibilités évoquées dans l’état initial.*

*Conclusion depuis le point de vue B (en annexe 1 du présent mémoire) : depuis le cimetière, la distance et les masques végétaux réduiront considérablement les perceptions.*

*Avis du commissaire enquêteur :*

*Le point de vue B (en annexe 1 du présent mémoire) fait apparaitre très clairement le parc ou les parcs éoliens dans les champs*

*Recommandation n°3* :

Concernant l’aménagement de haies autour de la ferme de Morvillers, l’autorité environnementale recommande de démontrer l’efficacité de cette mesure, notamment en s’appuyant sur la réalisation de photomontages

*Réponse du pétitionnaire :*

*Tout d’abord, le Maître d’Ouvrage tient à rappeler que cette mesure de plantation de haies a pour objectif premier de compenser l’impact global du projet sur la biodiversité, en visant une création de connexions écologiques, avec un objectif de « gain de biodiversité ».*

*Cette mesure permettra par ailleurs de contribuer en parallèle à l’amélioration du cadre de vie global de Catillon-Fumechon et plus particulièrement ici sur le pourtour de la Ferme de Morvillers.*

*Avis du commissaire enquêteur :*

*Etant donné la proximité de la ferme par rapport aux éoliennes, l’aménagement de haies autour de la ferme n’évitera pas la vision de l’éolienne a partir de la ferme.*

*Recommandation n°* 4:

L’autorité environnementale recommande de réaliser les travaux de terrassement sur la période d’août à fin février afin de respecter la période de nidification des nicheurs précoces.

*Réponse du pétitionnaire :*

*Le Maître d’Ouvrage prend acte de cette recommandation et la mesure de réduction des impacts en faveur de l’avifaune nicheuse prévoyant la mise en place d’une période de réalisation des travaux de terrassement a été adaptée en ce sens. Cette période s’étend dorénavant de début août à fin février*

*Avis du commissaire enquêteur :*

*La recommandation de la MRAe est prise en compte par le pétitionnaire*

*Recommandation n°* 5:

L’autorité environnementale recommande :

• de produire les éléments permettant de garantir la mise en œuvre et la pérennité des mesures de compensation des impacts sur la biodiversité ;

pour la création de la zone de chasse en faveur du Busard cendré, de préciser les dispositions prises pour préparer le terrain*.*

*Réponse du pétitionnaire :*

*La mesure de compensation prévoyant la plantation de haies autour de la ferme de Morvillers a fait l’objet d’une contractualisation avec les propriétaires et exploitants des parcelles concernées. Celle-ci fixe les modalités de mise en œuvre des travaux et de pérennisation des aménagements pendant toute la durée d’exploitation du futur parc éolien de Catillon-Fumechon. Un extrait de cette contractualisation est présenté en annexe du présent mémoire.*

*La mesure prévoyant la création d’un arboretum est proposée dans le cadre de l’aménagement d’un sentier pédagogique à proximité des éoliennes sur le domaine communal. L’objet, la localisation et les modalités de mise œuvre de ces aménagements ont été concertés avec la municipalité de CatillonFumechon et son comité de suivi du projet éolien (voir extrait du compte-rendu de comité de suivi du 13/06/2018 en annexe). L’ensemble des éléments précisés ci-dessous fera l’objet d’une contractualisation avec la commune avant l’ouverture du chantier du parc éolien et la mesure sera mise en œuvre avant sa mise en service. Cette mesure contribuera ainsi à une meilleure intégration des éoliennes dans le paysage quotidien des habitants à proximité du projet. Le parcours aura une vocation pédagogique et ludique de sensibilisation à destination principalement des enfants. Cette mesure nécessiterait l’aménagement de sentiers pédestres au Nord-Est de Catillon-Fumechon, autour du chemin de la Maladrerie. Il serait accompagné de panneaux explicatifs du fonctionnement éolien, d’un parcours de santé ou encore de panneaux d’information sur la faune et la flore locale. L’arboretum viendra compléter l’aménagement aux abords du sentier, au contact de la végétation existante. Précisons que l’utilisation des chemins communaux dans le cadre du projet éolien (accès des convois pour le chantier, chemins utilisés pour l’exploitation, et l’aménagement du sentier pédagogique) a fait l’objet d’une convention entre le Maître d’Ouvrage et la commune de Catillon-Fumechon en date du 4 juillet 2019.La mesure consistant en la création de la zone de chasse en faveur du Busard Cendré a quant à elle fait l’objet d’une contractualisation avec les propriétaires et exploitants des parcelles concernées.*

*Avis du commissaire enquêteur :*

*Toutes les mesures de compensation proposées par le pétitionnaire permettront probablement de garantir partiellement la mise en œuvre et la pérennité des mesures de compensation des impacts sur la biodiversité, mais n’éviteront pas la vision des éoliennes.*

Recommandation n° 6:

L’autorité environnementale recommande de démontrer que les éoliennes seront bien implantées à au moins 200 mètres en bout de pale des secteurs présentant une diversité et/ou une activité chiroptérologique importante, notamment au niveau de la ferme de Morvillers.

*Réponse du pétitionnaire :*

*Le volet naturaliste de l’étude d’impact présente un tableau de distance d’éloignement des éoliennes visà-vis du milieu naturel avec comme valeur seuil la distance à respecter depuis le centre des éoliennes pour que l’on dispose bien d’un éloignement de 200 mètres par rapport au bout de pale. Cette valeur seuil est ainsi calculée à 248 mètres. Ainsi aucune des éoliennes du projet ne se situe à une distance inférieure à cette valeur seuil, notamment pour les éoliennes E1 et E4 qui sont respectivement situées à 325 et 255 mètres des habitats naturels les plus proches – voir cartes, schéma et formule ci-dessous :*

*Avis du commissaire enquêteur :*

*Il semblerait que la distance d’au moins 200 mètres en bout de pale des secteurs présentant une diversité et/ou une activité chiroptérologique importante, soit respectée, même si la distance réelle selon le pétitionnaire est de 325 et 255 mètres des habitats naturels les plus proches.*

Recommandation n°7 :

L’autorité environnementale recommande de compléter le suivi post-implantation d’un suivi de l’avifaune.

*Réponse du pétitionnaire :*

*Le Maître d’Ouvrage prend acte de cette recommandation et la description des mesures de suivi de l’avifaune a été complétée en ce sens.*

*Il est ainsi proposé un suivi de l'activité en ces périodes, à raison de :*

*- 4 sorties en période post-nuptiale,*

*- 2 sorties en période hivernale,*

*- 4 sorties en période pré-nuptiale.*

*Protocole à mettre en place : observations par transects et point d'observations à proximité des éolienne*

*Avis du commissaire enquêteur :*

*Les recommandations de la MRAe sont, semble-t-il, pris en compte par le pétitionnaire*

Recommandation n°8 :

L’autorité environnementale recommande de garantir la mise en œuvre du plan de bridage.

*Réponse du pétitionnaire :*

*Le bureau d’études Sixense Engineering ayant conduit l’étude d’impact acoustique du projet a formulé un courrier en réponse à cette recommandation (ainsi que pour les suivantes). Elle est consultable dans son intégralité en annexe du présent mémoire en réponse.*

*« La phrase indiquée dans le rapport est indiquée systématiquement dans nos études car la capacité à intégrer les plans de bridage peut varier selon le type d’éoliennes envisagé sur les projets.*

*La société Parc Eolien Nordex 73 envisage tout logiquement l’implantation d’éoliennes Nordex, ici des éoliennes de type N131/3600 TS99 STE. Cette référence d’éolienne appartient à une série récente qui bénéficie des dernières améliorations technologiques dont certaines concernant la prise en compte des plans de bridage*

*Avis du commissaire enquêteur :*

*L’autorité environnementale recommande de garantir la mise en œuvre du plan de bridage. Dans la réponse du pétitionnaire, cette garantie n’apparait pas aussi nettement que le souhaite la MRAe*

Recommandation n°9:

L’autorité environnementale recommande :

• de compléter l’analyse des impacts cumulés acoustiques avec la prise en compte du parc éolien de la Croisette et de proposer un bridage adapté aux impacts cumulés ;

• de réaliser une étude acoustique dans un délai de 6 mois après la réception du parc afin d’ajuster le plan de bridage.

*Réponse du pétitionnaire :*

*« Les impacts cumulés sont étudiés en page 22 du rapport de l’étude acoustique, au paragraphe 3.3.4. Un seul projet est considéré dans cette partie du rapport, le projet de Wavignies. La remarque de l’autorité environnementale fait référence au parc éolien de la Croisette.*

*Cela n’est pas indiqué de manière claire dans le rapport mais, lors de la réalisation de la campagne de mesure d’état initial pour le projet de Catillon-Fumechon, le parc éolien de la Croisette était déjà en opération. En effet, celui-ci a été mis en service début 2015 alors que les mesures d’état initial du projet de Catillon-Fumechon ont été réalisées fin octobre 2016.*

*Ce parc éolien existant est totalement délié d’intérêt commun avec la société Parc Eolien Nordex 73. Ainsi, d’un point de vue administratif et réglementaire, il fait partie de l’état initial à considérer pour le projet de Catillon-Fumechon. Ce parc étant en service, il peut présenter des effets acoustiques au niveau de certaines zones également concernées par un impact potentiel du projet de Catillon-Fumechon. Les effets du parc de la Croisette sont décrits de manière qualitative en page 9 de l’étude (Chapitre 2.2 Conditions de mesures) sous l’appellation « parc éolien voisin ».*

*Avis du commissaire enquêteur :*

*Il semblerait que l’analyse des impacts cumulés acoustiques avec la prise en compte du parc éolien de la Croisette ainsi que le bridage adapté aux impacts cumulés, n’a pas été réalisée comme le souhaiterait la MRAe.*

*Il conviendra de réaliser une étude acoustique telle que préconisée par la MRAe*

**IX ANALYSE DES EFFETS DIRECTS, INDIRECTS, TEMPORAIRES ET PERMANENTS DU PROJET SUR L’ENVIRONNEMENT** (et commentaires du CE)

**Différentes phases du projet pendant lesquelles peuvent se produire des impacts**

Nous reprenons ci-dessous que des extraits de l’étude d’impact . Les textes complets sont lisibles dans le dossier d’enquête publique.

**Phase chantier** :

Impacts durant la construction des éoliennes qui correspondent à leur acheminement jusqu’à la zone d’implantation potentielle, leur montage et leur raccordement au poste électrique le plus proche. Les impacts sont dits « temporaires », « direct / structurel », « indirect » : durée 8 à 10 mois.

**Phase d’exploitation**

Impacts durant les 20 ans d’exploitation des éoliennes. Ces impacts peuvent être qualifiés de « temporaires », « direct / fonctionnel », « indirect dont induit » et « cumulatif ».

**Phase de démantèlement**

Impacts durant le démontage des éoliennes et qui sont sensiblement les mêmes que ceux durant la phase chantier.

**Après exploitation**

Après démontage, les impacts, bien que quasi nuls, sont tout de même pris en considération.

**Examen des impacts environnementaux et avis du commissaire enquêteur**

* **Le relief**

Les travaux de construction auront un effet sur la topographie locale.

La zone d’implantation potentielle est relativement plane.

. Les terres excavées seront temporairement stockées sous forme de merlons puis serviront à combler ces fouilles et tranchées une fois les équipements (câbles et fondations) mis en place. A titre d’exemple, pour chaque éolienne, la fouille de la fondation nécessitera l’excavation puis le stockage temporaire d’environ 1 800 m3 de terre.

La topographie locale sera donc ponctuellement modifiée de façon temporaire. L’impact est faible.

*Avis du commissaire enquêteur :*

*Pas de commentaire*

* **La mise en place des fondations** et des réseaux enterrés va donc générer un impact négatif faible. Cet impact sera permanent concernant la mise en place des fondations, temporaire concernant les stockages de terre issus du creusement des tranchées et de la réalisation des fouilles des fondations

*Avis du commissaire enquêteur :*

*Il conviendra de donner des consignes de respect du code de la route aux chauffeurs des camions toupie de béton.*

* **Eaux souterraines**

Rappelons qu’aucune éolienne n’intègre de captage d’eau potable*.*

*Avis du commissaire enquêteur*

*Pas de commentaire*

* **Imperméabilisation des sols durant la phase de chantier,**

La phase chantier aura un impact faible sur l’imperméabilisation des sols. Cet impact sera temporaire pour les structures qui seront démantelées à la fin du chantier (base de vie, tranchées), permanent pour celles qui resteront en place (fondations, plates-formes, accès).

*Avis du commissaire enquêteur*

*Pas de commentaire*

* **Eaux potables**

Aucun travail n’est situé dans un périmètre de protection d’un captage d’eau potable.

L’impact sur les eaux potables est nul.

*Avis du commissaire enquêteur*

*Pas de commentaire*

* **Archéologie**

Les fouilles permettant la mise en place de la fondation étant plus profondes que la hauteur de labour, des vestiges archéologiques pourraient être mis à jour, tout comme pour le réseau électrique enterré. Le risque est alors la disparition de ces vestiges, sans capitalisation pour la mémoire collective.

Dans un courrier, datant du 30 novembre 2018, le préfet des Hauts-de-France a arrêté la réalisation d’un diagnostic archéologique (fouille) par l’Institut national de recherches archéologique préventives (INRAP)

Un troisième courrier, datant du 03 décembre 2018 définit les caractéristiques du diagnostic archéologique qui devra être effectué.

Le risque d’impact sur les vestiges archéologiques est modéré car le diagnostic archéologique permettra de diminuer ce risque.

*Avis du commissaire enquêteur*

*Il conviendra de demander au préfet des hauts de France de relancer l’INRAP , afin que les dispositions de fouilles archéologiques se réalisent en phase avec les travaux du projet*

* **des déchets**

Les volumes engendrés en phase chantier ainsi que l’évacuation et l’entretien de ces déchets engendreront un impact résiduel négligeable du parc éolien de Catillon-Fumechon sur l’environnement.

*Avis du commissaire enquêteur*

*Il conviendra d’être vigilants sur l’évacuation régulière des déchets de chantier*

* **Qualité de l’air et le climat**

L’impact brut du chantier sur la Qualité de l’air et le climat est négligeable, à part peut-être en période sèche, où la circulation des engins pourrait générer des nuages de poussières (impact restant faible).

*Avis du commissaire enquêteur*

*Pas de commentaire*

* **Impacts liés au paysage**

Il existe un risque de détérioration des routes empruntées pour l'acheminement des engins et des éléments du parc éolien, en raison de passages répétés d'engins lourds durant les phases de construction et de démantèlement, mais éventuellement aussi durant une intervention de réparation lourde. Un état des lieux des routes empruntées (hors gabarit adapté) sera effectué avant les travaux. Un second état des lieux sera réalisé à l'issue du chantier. S'il est démontré que le chantier a occasionné la dégradation des voiries, des travaux de réfection devront être assurés par la société d’exploitation.

De plus, une remise en état du site est prévue dès la fin du chantier : évacuation des déchets restants, remise en état des aires de grutage et chemins, remblai au-dessus des fondations, etc.

*Avis du commissaire enquêteur*

*Il conviendra de prendre les dispositions qui s’imposent pour remettre en état au fur et a mesure les dégradations notamment sur les voies publiques ou il y a risques d’accidents dus au mauvais état des chaussées,*

* **Faune et flore**
* **Impacts sur l’avifaune**

Selon les sources bibliographiques, les différents types de conflits entre éoliennes et avifaune sont regroupés de plusieurs manières.

L’Agence de l’Environnement et de la Maîtrise de l’Énergie (ADEME, 1999) identifie 4 types de conflits :

* Collision directe avec les éoliennes,
* Dérangement de l’avifaune locale,
* Perte de biotope,
* Modification de la trajectoire des migrateurs.

La perte indirecte d’habitat Le comportement d’éloignement des oiseaux des éoliennes peut entraîner une perte indirecte d’habitat.

La perte d’habitat résulte d’un comportement d’éloignement des oiseaux des éoliennes en raison soit du mouvement des pales ou de leurs ombres portées, soit des sources d’émissions sonores des éoliennes, qui pourraient parfois couvrir les chants territoriaux des mâles reproducteurs (par exemple les cailles).

Cet éloignement varie, en l’état actuel des connaissances, de quelques dizaines de mètres du mât de l’éolienne en fonctionnement jusqu’à 400 ou 500 m. Certains auteurs témoignent de distances maximales avoisinant les 800 mètres. De telles distances varient selon les espèces et la période du cycle biologique considérée

*Avis du commissaire enquêteur*

*C’est un des impacts importants sur le projet des parcs éoliens, d’autant que les risques s’échelonnent sur une période de vie de l’éolienne de l’ordre 20 ans.*

*Il ressort de l’étude que les oiseaux les plus impactés seraient :*

***Impacts forts :***

* *Le Busard cendré*
* *Le pluvier doré*
* *Le vanneau huppé*

***Impacts modérés***

* *Emberizides*
* *Acciprides*
* *Larides*
* *Faucon crécerelle*
* *Faucon pèlerin*

*Il conviendra au pétitionnaire de prendre les dispositions qui s’imposent pour minimiser au maximum les risques d’impacts à l’égard de l’avifaune présente sur le site du futur parc éolien*

* **Impacts sur les chiroptères**

L’impact des éoliennes sur les chauves-souris a été révélé récemment. C’est la mortalité directe qui semble être l’impact prépondérant. Les chauves-souris entrent en collision avec les pales ou sont victimes de la surpression occasionnée par le passage des pales devant le mat.

Les connaissances actuelles montrent que, parmi les mammifères, les chauves-souris sont les plus sensibles à l’installation d’un parc éolien. Or ce sont aussi des espèces souvent mal connues, qui jouissent d’une protection totale au sein de l’Union Européenne.

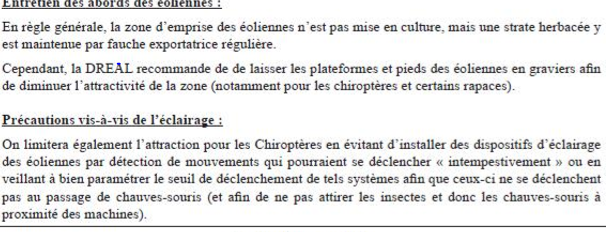
Le pouvoir attractif des éoliennes sur les chauves-souris est pressenti. Les hypothèses sont variées à ce propos. On peut évoquer la curiosité supposée des pipistrelles, la confusion possible des éoliennes avec les arbres, l’utilisation des éoliennes lors de comportements de reproduction, l’attraction indirecte par les insectes eux même attirés par la chaleur dégagée par la nacelle ou l’éclairage du site…

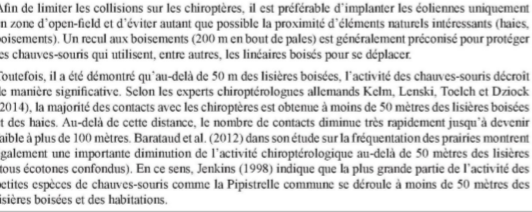
Les Chiroptères sont *susceptibles* d’être impactés à travers des risques de collision avec les éoliennes, en particulier pour le Grand Murin, mais aussi pour le groupe des Noctules, la Sérotine commune, la Pipistrelle de Nathusuis, le groupe des Pipistrelles et la Pipistrelle commune.

Toutefois, l’intégration de 3 mesures d’évitement ainsi qu’une mesure de réduction, via la réduction de l’attractivité du site, permet d’observer un impact non significatif

*Avis du commissaire enquêteur*

*Un certain nombre de mesures d’évitement, de réduction, de compensation des impacts et mesures de suivi et d’accompagnement du projet sont prévues dans le dossier tel que :*





*le pétitionnaire veillera à la bonne application de toutes les mesures de compensation prévues au dossier*

* **Vulnérabilité du projet au changement climatique**

Les éoliennes du parc éolien de Catillon-Fumechon seront soumises au changement climatique et donc aux risques que ce dernier génère (épisodes météorologiques d’une intensité exceptionnelle principalement). Les risques naturels identifiés sur le territoire et auxquels les éoliennes seront soumises ont été traités dans le paragraphe B.4-5. Ces phénomènes naturels seront certainement amplifiés et plus fréquents en conséquence du réchauffement climatique. Cependant, à l’échelle de la durée d’exploitation d’un parc éolien (15 à 20 ans), il n’y aura pas d’accentuation suffisante de ces phénomènes de nature à mettre en péril les installations existantes. De plus, les nombreuses mesures de sécurité existantes sont dimensionnées pour pouvoir répondre à des phénomènes extrêmes. L’amélioration continue des technologies et la possibilité de remplacer des machines défaillantes ou ne suffisant plus aux exigences de sécurité en cours d’exploitation du parc permet d’anticiper les impacts du changement climatique. Ainsi, ceux-ci ne devraient pas engendrer de phénomènes suffisants pour mettre en péril l’exploitation d’un parc ou la sécurité des biens et des personnes.

Afin d’assurer la sécurité des éoliennes, des riverains et des agents de maintenance, de nombreuses mesures de sécurité ont été mises en œuvre, dont notamment :

* **Protection contre le risque incendie :**
* Présence d’un système d’alarme couplé avec un système de détection informant l’exploitant à tout moment d’un départ de feu dans une éolienne via le système SCADA ;
* Présence d’un système d’alerte automatique prévenant les secours en cas de dangers ;
* Présence de trois extincteurs et de la possibilité d’installer un système de détection d’incendie ;
* Présence d’un plan d’évacuation d’urgence et d’une procédure d’urgence pour donner l’alerte vers les services de secours dans un délai de 15 minutes.

* **Protection contre la foudre** :
* Eléments conçus de manière à résister à l’impact de la foudre et à ce que le courant de la foudre puisse être conduit en toute sécurité aux points de mise à terre sans dommages ou sans perturbation des systèmes ;
* Présence de transmission permettant d’éviter que la foudre traverse des composants critiques ;
* Présence de protecteurs de surtension ;
* Niveau de protection maximale de classe I conformément à la norme IEC 62305.

* **Protection contre la tempête :**

Présence de capteurs de température ; Présence de codes d’état associés permettant de brider l’éolienne ou de l’arrêter en cas de vent trop fort ;

Enregistrement de tout phénomène anormal via le système SCADA et analyse des données le cas échéant et éventuellement à des interventions de maintenance ;

* Présence d’une procédure de coupure et d’une procédure d’arrêt ;
* Présence d’un délai d’attente avant le redémarrage de l’éolienne.

* **Protection contre la glace** :
* Présence d’un système de gestion identifiant toute anomalie de fonctionnement

En cas de glace,

* présence d’une alarme empêchant le redémarrage de l’éolienne ou l’arrêtant ;
* Présence de panneaux d’informations au pied de l’éolienne.

*Avis du commissaire enquêteur*

*Le pétitionnaire veillera à la bonne application de l’ensemble des mesures énumérées ci-dessus afin de se protéger contre la Vulnérabilité du projet au changement climatique.*

*Il conviendra de mettre en place un système de contrôle régulier afin de palier aux risques suivants :*

* *Protection contre le risque incendie :*
* *Protection contre la foudre*
* *Protection contre la tempête*
* *Protection contre la glace :*
* **Impact lumineux**

**Réduction des nuisances lumineuses**

Ces feux de balisage seront synchronisés au sein du parc éolien de Catillon Fumechon. Cela permettra d'éviter une illumination anarchique de chacune des éoliennes par rapport aux autres. D'après les études menées, ce facteur réduit la nuisance visuelle auprès des riverains

*Avis du commissaire enquêteur*

*Il conviendra de tenir compte des autres parcs éoliens à proximité de celui de Catillon Fumechon afin de synchroniser l’ensemble des feux de balisage*

* **Acoustique**

Les calculs réalisés ici montrent un risque potentiel de dépassement des critères réglementaires au niveau de la ZER « Ferme de Morvillers » par Vent de Nord-Est. En revanche, par vent de Sud-Ouest, aucune optimisation n’est nécessaire.

D'éventuels dépassements réglementaires ne pourront être mis en évidence qu'à la suite de mesures in-situ. Cependant, il est proposé par la suite des «  Mesures compensatoires », l'étude de solutions en cas de dépassements avérés suite à des mesures de contrôle. Ces solutions permettront de ramener le parc dans une situation réglementaire par optimisation des émissions acoustiques de chacune des éoliennes du projet.

Seules les mesures de contrôle environnemental post-installation permettront de statuer sur le respect réglementaire du parc éolien.

*Avis du commissaire enquêteur*

*Il semblerait que la Ferme de Morvillers soit impactée par des problèmes acoustiques dus à la proximité des éoliennes.*

* **Hydrogéologie et hydrographie**

Le projet intègre le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d’eau côtiers normands et le SAGE de la Brèche en cours d’élaboration. Les choix techniques du projet doivent intégrer ces documents.

Aucun cours d’eau ne traverse la zone d’implantation potentielle.

Le cours d’eau le plus proche de la zone d’implantation potentielle est la rivière de « L’Arré » dont la source est localisée 2,8 km au Sud-Est de la zone d’implantation potentielle, dans l’aire d’étude immédiate.

Cette rivière présente un bon état chimique et écologique de ses eaux depuis 2015. Les nappes à l’aplomb du projet sont la nappe phréatique « Albien néocomien captif » et la nappe de la « craie picarde ». Elles ont atteint un bon état global en 2015. La qualité de l’eau distribuée permet sa consommation par l’ensemble de la population. Aucun périmètre de protection de captage AEP n’est intégré dans la zone d’implantation potentielle.

*Avis du commissaire enquêteur*

*Pas de commentaires*

* **Relief**

Relief du plateau du Plateau Picard à une altitude moyenne 124 m.

*Avis du commissaire enquêteur*

*Sur les collines à la périphérie du projet apparaissent très nettement des parcs éoliens en activité*

* **Risques et infrastructures existantes**

Risques liés au transport des éoliennes Les camions amenant la structure de l’éolienne ont une taille qui nécessite des infrastructures adaptées afin de ne pas détériorer les voies ou chemins existants. Ainsi, les éoliennes seront acheminées par convois exceptionnels jusqu’au site d’implantation. Une réglementation temporaire de la circulation sera alors mise en place.

Les voies d'accès qui peuvent être utilisées sans modification le seront en priorité. Les éventuels aménagements de la voirie et les aménagements des voies d’accès seront pris en charge par le transporteur et le Maître d’Ouvrage, après autorisation des autorités (permis de circulation pour les convois exceptionnels). Localement des chemins seront créés et certains chemins ruraux pourront être renforcés pour garantir la portance nécessaire au passage des convois.

Il existe un risque de détérioration des routes empruntées pour l'acheminement des engins et des éléments du parc éolien, en raison de passages répétés d'engins lourds durant les phases de construction et de démantèlement, mais éventuellement aussi durant une intervention de réparation lourde.

*Avis du commissaire enquêteur*

*Il conviendra de respecter les dispositions énumérées ci-dessus et de tenir compte également des risques d’accident sur les routes utilisées lors des passages des convois exceptionnels. Toutes les dispositions devront être prises pour sécuriser la circulation pendant ces transports. Préalablement toutes les autorisations de transport exceptionnel devront être obtenues par les autorités compétentes.*

*Il serait souhaitable que l’itinéraire emprunté par les convois exceptionnels, figure sur un plan joint au dossier d’enquête publique.*

* **Structure foncière et usages du sol**

Le projet éolien ne concerne que des parcelles à vocation agricole. Le chantier entraînera le gel temporaire d’une partie de ces surfaces (abords des aires de levage, aire logistique…) ainsi que la destruction éventuelle de cultures en fonction des dates de travaux.

Sur ce point, le Maître d’Ouvrage s’est engagé auprès des propriétaires et exploitants des parcelles agricoles à se concerter au plus tôt avec eux avant la phase de chantier afin d’éviter autant que possible la destruction de récolte et de limiter au maximum la gêne due aux travaux du parc éolien.

Les chemins ruraux empruntés par les véhicules de chantier sont également utilisés par les agriculteurs. Ils sont suffisamment larges pour permettre le croisement des véhicules excepté lors de l’arrivée des gros éléments des éoliennes. Les périodes sensibles correspondent donc à la moisson, la récolte des betteraves et l’ensilage de maïs.

*Les Avis du commissaire enquêteur*

*Pas de commentaires. Les dispositions prévues semblent répondre aux impacts, essentiellement dans le milieu agricole*

* **Economie**

En phase de construction, les retombées économiques seront importantes pour les entreprises locales auxquelles le maître d’ouvrage fera prioritairement appel

La présence d'ouvriers sur le site durant plusieurs mois sera également bénéfique au commerce local (fournitures diverses, hôtellerie et restauration…), créant un surcroit d’activité durant le chantier.

Les emplois directs de la filière éolienne : En France, 17 000 emplois éoliens ont été recensés au 31 décembre 2017 soit une augmentation de 7,8 % par rapport à 2016 ;

Les emplois locaux : Les travaux de préparation (terrassement, génie civil) puis de raccordement (pose et branchements) renforcent l’activité des entreprises parfois locales, mais le plus souvent régionales. La construction du parc éolien génère une activité locale sur une période d’environ un an. La maintenance du parc génère quant à elle de l’activité durant toute la durée d’exploitation du parc ;

Pendant toute la durée des travaux, certaines nuisances pour les riverains proches peuvent survenir. Les conditions météorologiques peuvent contribuer à générer certaines de ces nuisances (boues).

Bruit de chantier La phase de construction du parc éolien aura bien sûr un impact sonore sur les environs du site. La réalisation des accès, des aires de stationnement des grues, des fondations, des réseaux inter-éoliennes et de raccordement, l'acheminement des éoliennes, leur montage, la circulation des camions engendreront un dérangement sonore propre à ce type de chantier.

Ces nuisances sonores ne seront présentes que le jour, et en période ouvrée. La durée totale du chantier est estimée à environ 8 à 10 mois, toutes phases comprises.

Le déplacement de convois exceptionnels pour le convoyage des pièces et des engins de chantier nécessaires à la mise en place des éoliennes aura un impact certain sur les risques de circulation. Cependant, celui-ci est maîtrisé par des professionnels. Les accidents de circulation impliquant des convois exceptionnels sont proportionnellement moins fréquents que pour les véhicules de tourisme, car souvent réalisés hors des périodes de pointe et extrêmement encadrés.

L’impact du chantier sur le trafic routier pourra occasionner des gênes ponctuelles. L’impact reste faible.

*Les Avis du commissaire enquêteur*

*La réalisation d’un parc éolien génère de l’emploi local et de l’économie, mais provoque également des nuisances sonores que le pétitionnaire devra minimiser en faisant notamment respecter des horaires d’ouverture et de fermeture de chantier , compatible avec le confort de vie des riverains*

* **Visibilité des parcs éoliens**

Longeant la zone d’implantation potentielle à l’Ouest, le parc éolien de la Croisette présente un inter visibilité incontestable avec le futur parc de Catillon-Fumechon. L’enjeu est donc très fort au sein de l’aire d’étude immédiate, néanmoins cet enjeu décroit en s’éloignant. Il est fort à modéré au sein de l’aire d’étude rapprochée et modéré au sein de l’aire d’étude éloignée, du fait de du grand nombre de parcs et de leur implantation sur les plateaux.

**Axes de communication**

Les voies de communication constituent les lieux privilégiés de co-visibilité dès lors qu’elles traversent les plateaux. En se rapprochant de la zone d’implantation potentielle, la perception du projet est plus prégnante et les enjeux plus forts. Celui-ci est très fort au sein de l’aire d’étude immédiate mais modéré au sein de l’aire d’étude rapproché.

**Bourgs**

Les bourgs de l’aire d’étude immédiate seront sensibles à l’implantation du futur parc, particulièrement au niveau de leurs entrées et sorties, du fait de leur proximité avec la zone d’implantation potentielle localisée en plateau. A partir de l’aire d’étude rapprochée cet enjeu devient faible en dehors de quelques sensibilités au niveau des entrées et sorties de bourgs situés à l’Ouest, car les habitations sont protégés via leur front bâti continu et leur position en fond de vallée.

Neuf parcs sont situés à moins de 10km du centre de Catillon-Fumechon. Le parc de Catillon-Fumechon, situé à 1.8 km du centre bourg, amplifie l’angle occupé sur l’horizon.

Ainsi l’angle d’occupation de l’horizon, avec le parc de Catillon-Fumechon, est de 132° soit supérieur à 120°. L’indice d’occupation est supérieur au seuil d’alerte.

Avec 72 éoliennes présentes sur le territoire l’indice de densité sur les horizons s’élève à 72/132°= 0.55 > 0.10. L’indice de densité est supérieur au seuil d’alerte.

L’espace de respiration qui est le plus grand angle sans éoliennes s’élève à 83° soit inférieur à 160°, essentiellement tourné vers le Sud-Est. L’espace de respiration est donc insuffisant. Il est toutefois supérieur à la vision humaine (60°).

Il existe donc un risque de saturation visuelle car aucun des trois critères n’est satisfaisant. Toutefois, la contribution du futur parc de Catillon-Fumechon est relativement faible : l’angle occupé et la densité varient peu. La respiration existante est conservée pour ne pas ajouter une pression supplémentaire.

Fermes isolées : Le contexte de plaine fait que le parc dominera les parcelles cultivées et impactera les fermes isolées. Néanmoins les ceintures végétales autour des fermes limitent les vues.

L’objectif de ce Schéma régional éolien est d’améliorer la planification territoriale du développement de l’énergie éolienne et de favoriser la construction des parcs éoliens dans des zones préalablement identifiées. La finalité de ce document est d’éviter le mitage du paysage, de maîtriser la densification éolienne sur le territoire, de préserver les paysages les plus sensibles à l’éolien, et de rechercher une mise en cohérence des différents projets éoliens.

*Avis du commissaire enquêteur*

*Il est incontestable que l’accumulation de parcs éoliens sur une distance limitée (9 parcs à moins de 10km le uns des autres, représentant 72 éoliennes) favorise une très forte visibilité et provoque une saturation visuelle permanente. C’est particulièrement vrai au droit de la ferme isolée*

Neuf parcs sont situés à moins de 10km du centre de Catillon-Fumechon. Le parc de Catillon-Fumechon, situé à 1.8 km du centre bourg, amplifie l’angle occupé sur l’horizon.

Ainsi l’angle d’occupation de l’horizon, avec le parc de Catillon-Fumechon, est de 132° soit supérieur à 120°. L’indice d’occupation est supérieur au seuil d’alerte.

Avec 72 éoliennes présentes sur le territoire l’indice de densité sur les horizons s’élève à 72/132°= 0.55 > 0.10. L’indice de densité est supérieur au seuil d’alerte.

L’espace de respiration qui est le plus grand angle sans éoliennes s’élève à 83° soit inférieur à 160°, essentiellement tourné vers le Sud-Est. L’espace de respiration est donc insuffisant. Il est toutefois supérieur à la vision humaine (60°)

**IX 1** c**ommentaires du commissaire enquêteur.**

Je note dans les documents qui m’ont été remis par les représentants de NORDEX lors de la réunion du 17 janvier 2020 en Mairie de Catillon-Fumechon que les retombées fiscales ainsi que les mesures compensatoires sont les suivantes :

**Retombées fiscales annuelles : pour les 6 éoliennes de 3.6MW**

Commune de Catillon-Fumechon : 53000€00

Communauté de communes de Plateau-Picard : 112300€00

Département de l’Oise : 73300€00

Région Hauts-deFrance : 23300€00

Total des retombées fiscales annuelles : **261900€00**

* Indemnités aux propriétaires : environ 10000€ en moyenne par an

**Mesures compensatoires et d’accompagnement :**

* Contribuer au remplacement de l’éclairage public
* Réaliser l’isolation thermique d’un bâtiment communal scolaire
* Participer à l’embellissement du centre bourg
* Planter des haies autour de la ferme de Morvillers
* Réaliser des plantations au sein de la parcelle de l’ancienne carrière communale
* Réaliser un parcours pédagogique et ludique de sensibilisation à l’environnement dédié aux enfants

Ces retombées fiscales ainsi que les mesures compensatoires sont des avantages financiers pour les communes et les propriétaires, mais probablement un surcout du KW/h pour les consommateurs. Il serait fortement souhaitable que le choix de production d’électricité par éolienne soit essentiellement guidé par le souci de produire de l’électricité par des énergies renouvelables telles que l’éolienne, et non par des intérêts financiers offert par le pétitionnaire.

**A ce stade de l’examen du projet, et sans tenir compte des observations du public à venir, je considère que les avantages de ce projet, l’emportent sur les inconvénients qu’il génère et penche en faveur d’un avis favorable mais assorti de réserves et de recommandations**

Les mesures envisagées par l’exploitant pour supprimer, limiter, ou compenser les effets permanents de l’installation, ont fait l’objet d’une étude figurant dans le dossier d’enquête publique.

Ces mesures ne me semblent pas toujours adaptées aux risques encourus pour ce type d’exploitation, ( voir avis du CE dans « **ANALYSE DES EFFETS DIRECTS, INDIRECTS, TEMPORAIRES ET PERMANENTS DU PROJET SUR L’ENVIRONNEMENT )**

L’ensemble des dispositions prises par le Pétitionnaire en vue de pallier aux risques des dangers, me semble être correctement analysé et les solutions préconisées sont relativement bien adaptées à chaque risque encouru, sous réserve de prendre en compte les commentaires et avis du commissaire enquêteur.

**XII ESTIMATION DU COÛT DES OPÉRATIONS ET DE LA REMISE EN ÉTAT**

**XII 1** **FINANCEMENT DU PROJET**

La particularité des installations de production d’électricité d’origine éolienne réside dans le fait que la totalité de l’investissement est réalisée avant la mise en service du parc éolien, les charges d’exploitation étant comparativement très faibles.

Dans le cas du parc éolien de Catillon-Fumechon, l’investissement initial est estimé à environ 29 millions d’euros pour une puissance maximale de 21,6 MW (tandis que les charges d’exploitation sont estimées autour de 1 100 000 € par an).

Il sera financé de la manière suivante :

* Apport en capital des actionnaires de la société PARC ÉOLIEN NORDEX 73 S.A.S. à hauteur d’environ 20% des besoins de financement du projet ;
* Emprunt bancaire à hauteur d’environ 80%.

La capacité de réaliser l’investissement initial est, à elle seule, une preuve importante de la capacité financière nécessaire à l’exploitation du parc éolien (la banque acceptant de financer 80% des coûts de construction uniquement avec la garantie d’une rentabilité suffisante), mais elle reste néanmoins subordonnée à l’obtention des autorisations administratives (Autorisation Environnementale)

Compte tenu de cela et conformément à l’article D. 181-15-2 du code de l’environnement, les éléments justifiant la constitution des capacités financières, tel que le contrat de prêt, seront adressés au Préfet au plus tard à la mise en service du parc éolien.

Notons néanmoins que si le prêt bancaire n'est pas obtenu, la maison mère Nordex SE assurera la totalité du financement du projet en fonds propres (lettre de soutien présentée en Annexe 6).

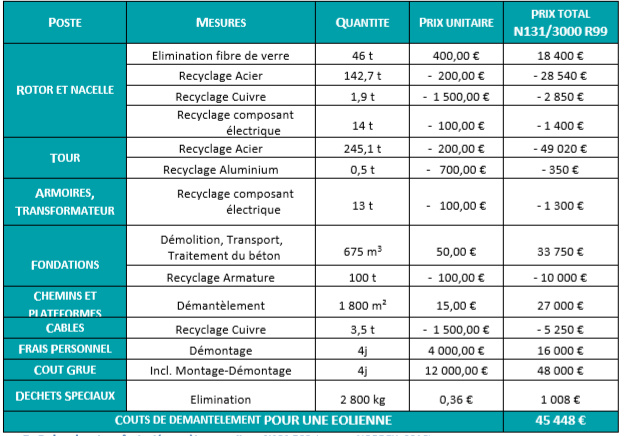
XII 2 LE COUT DU DEMANTELEMENT

Le coût du démantèlement des éoliennes dans plusieurs dizaines d’années est aujourd’hui difficile à estimer précisément puisqu’il dépend de nombreux paramètres.

On peut toutefois se référer aux expériences vécues en la matière, notamment en Allemagne où il a été constaté qu’un montant d’environ 1% de l’investissement initial permettait de satisfaire l’opération.

En France, la mise en service d’une installation de production d’électricité utilisant l’énergie mécanique du vent soumise à autorisation au titre de l’article L.512-1 est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l’exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l’article R.515-106 du Code de l’Environnement.

La remise en état et la constitution des garanties financières sont prévues par les articles R. 516-2 et R. 515105 et suivants du Code de l’Environnement et l’arrêté du 26 août 2011 (cf. VI.1.3.). POSTE



XIII EXAMEN DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

## Communication des observations du public à la Société NORDEX FRANCE

## Conformément aux dispositions prises lors des réunions préparatoires, le commissaire enquêteur a transmis, au fur et a mesure de leurs notifications, les observations figurant sur le registre d’enquête publique ou par lettre ou par courriel à la Société NORDEX France

La Société NORDEX France m’a transmis par courriel de retour au fur et a mesure de leurs parutions ses commentaires et avis sur chaque observation

### Réactions du pétitionnaire sur les diverses observations formulées.

Dans ce mémoire en réponse, le rédacteur a pris le soin de répondre à chacune des remarques déposées, soit en apportant une réponse globale lorsque la question posée présentait un intérêt général, soit de manière plus détaillée, lorsque la question posée était par trop précise ou personnelle.

### Avis du commissaire enquêteur sur les réactions de la municipalité

Le commissaire enquêteur tient à faire observer que s’agissant d’une enquête ICPE. la faculté donnée au pétitionnaire de répondre aux remarques formulées revêt un caractère obligatoire. Le soin pris par le pétitionnaire de répondre à chacune des observations pour justifier les prises de position et les choix opérés par le pétitionnaire quelle que soit l’opinion personnelle que l’on puisse avoir sur la question, mérite d’être souligné.

Les observations du public ainsi que les avis et commentaires du pétitionnaire et du commissaire enquêteur figurent dans le document suivant :

TOME N°3/4

OBSERVATIONS DU PUBLIC

AVIS ET COMMENTAIRES

XIV CLOTURE DE L’ENQUETE PUBLIQUE

XII 1 Registre d’enquête publique

Le registre d’enquête publique a été clos par le commissaire enquêteur le mardi 03 mars 2020 à 19h30 après la clôture de l’enquête publique.

XII 2 Réunion de clôture d’enquête publique en date du 09 mars 2020

**Présents :**

**Mairie de CATILLON FUMECHON**

**Monsieur Philippe TRUNET :** Maire de la commune

**Société NORDEX**

**Monsieur Michel NGUYEN :** Chef de Projet éolien

**Monsieur Marc SERRA :** Responsable développement Nord-Ouest

**Monsieur Thomas HERBULOT** : Stagiaire

**Commissaire enquêteur : (CE)**

**Monsieur Philippe LEGLEYE :** (CE)

Lors de cette réunion nous avons évoqué les thèmes ci-dessous :

Déroulement de l’enquête publique et ressenti du maire et du pétitionnaire

Observations du public

Commentaires et avis du CE

Conclusions du CE

La société NORDEX a bien reçu le procès verbal de synthèse, il n’est plus nécessaire d’établir un mémoire en réponse, puisque les avis et commentaires ont été notifiés par NORDEX au fur et a mesure du déroulement de l’enquête publique.

Monsieur NGUYEN précise que sa société se nomme : « PARC EOLIEN NORDEX 73 »

Avis de Monsieur le Maire sur le déroulement de l’enquête publique :

Surpris qu’il y ait beaucoup de personnes contre le projet, mais il ne représente que 10% de la population

Surpris également qu’il y ait peu de personnes en faveur du projet

Considère qu’il faut sortir des énergies fossiles

Considère que les gens ne veulent pas de centrale nucléaire chez eux

A apprécié la rigueur du commissaire enquêteur lors de l’enquête

Reconnait qu’il était contre les parcs éoliens lorsqu’il était encore adjoint au Maire

A changé de position en tant que Maire, séduit par les avantages financiers et les aménagements divers dans la commune proposés par le pétitionnaire. N’a pas voulu, en accord avec son conseil municipal, se priver de cette manne financière en faveur de sa commune.

Avis des représentants de la société : « PARC EOLIEN NORDEX 73 »

Le registre dématérialisé a probablement favorisé le nombre relativement important d’observations du public

On peut s’interroger sur le nombre d’interventions s’il n’y avait pas eu de registre dématérialisé.

Il y a eu beaucoup d’observations contre le projet

Mais également beaucoup d’observations identiques

Beaucoup de contraintes paysagères et environnementales ne permettent pas d’implanter des éoliennes dans d’autres régions de France.

Commentaires du commissaire enquêteur

Sur les observations du public

Lors de l’enquête publique 8 personnes se sont déplacées pendant les 5 permanences du commissaire enquêteur.

28 observations enregistrées par courriel

4 observations sur registre papier

5 observations par lettre

1 observation formulée oralement

Soit 38 observations au total

Répartition des avis pour, contre et hors sujet

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° de l’observation | pour | contre | hors sujet | total | observations |
| 1 |  | 1 |  |  |  |
| 2 | 1 |  |  |  |  |
| 3 |  | 1 |  |  |  |
| 4 |  | 1 |  |  |  |
| 5 |  | 1 |  |  |  |
| 6 | 1 |  |  |  |  |
| 7 | 1 |  |  |  |  |
| 8 | 1 |  |  |  |  |
| 9 | 1 |  |  |  |  |
| 10 |  | 1 |  |  |  |
| 11 |  | 1 |  |  |  |
| 12 |  | 1 |  |  |  |
| 13 |  | 1 |  |  |  |
| 14 | / | / | / |  | voir lettre 1 et 2 |
| 15 | 1 |  |  |  |  |
| 16 |  |  | 1 |  |  |
| 17 |  | 1 |  |  |  |
| 18 |  | 1 |  |  |  |
| 19 |  | 1 |  |  |  |
| 20 |  | 1 |  |  |  |
| 21 | 1 |  |  |  |  |
| 22 |  |  | 1 |  |  |
| 23 |  | 1 |  |  |  |
| 24 |  | 1 |  |  |  |
| 25 | / | / | / |  | voir lettre n° 5 |
| 26 |  | 1 |  |  |  |
| 27 | 1 |  |  |  |  |
| 28 | 1 |  |  |  |  |
| 29 |  | 1 |  |  |  |
| 30 |  | 1 |  |  |  |
| total | 9 | 17 | 2 | 28 |  |
| registre papier |  |  |  |  |  |
| 1 |  |  | 1 |  |  |
| 2 |  |  | 1 |  |  |
| 3 |  |  | 1 |  |  |
| 4 | 1 |  |  |  |  |
| total | 1 | / | 3 | 4 |  |
| lettres |  |  |  |  |  |
| 1 |  | 1 |  |  |  |
| 2 |  | 1 |  |  |  |
| 3 |  | 1 |  |  |  |
| 4 |  | 1 |  |  |  |
| 5 |  | 1 |  |  |  |
| total |  | 5 |  | 5 |  |
| expression orale | / | 1 | / | 1 |  |
|  |  |  |  |  |  |
| total général | 10 | 23 | 5 | 38 |  |

Les observations du public sont principalement orientées sur les thèmes suivants

Opposés au parc éolien sur les 23 observations

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| désignation | nombre | Observations | ordre prioritaire |
| Mairie intéressée financièrement par le projet | 16 |  | 1 |
| particuliers intéressés financièrement par le projet | 11 |  | 3 |
| Intérêts financiers avant quiétude des habitants | 7 |  | 6 |
| impact visuel jour et nuit | 12 |  | 2 |
| le bruit | 6 |  | 7 |
| impact sur l’environnement | 11 |  | 3 |
| chercher un autre secteur | 4 |  | 8 |
| la nuit c’est Noel | 6 |  | 7 |
| syndrome éolien et infrasons, maladies | 11 |  | 3 |
| oiseaux tués par les pales | 8 |  | 5 |
| coût financier exorbitant | 9 |  | 4 |
| dévaluation de la valeur immobilière | 2 |  | 10 |
| coût démantèlement sous estimé et pas respecté | 8 |  | 5 |
| accumulation de parcs éoliens sur le site, trop d’éolien | 12 |  | 2 |
| public pas suffisamment informé du projet | 1 |  | 11 |
| France défigurée par les parcs éoliens | 3 |  | 9 |
| Opposition de nombreux villages a l’éolien | 1 |  | 11 |
| favorable au nucléaire | 7 |  | 6 |
| ne génère pas d’emploi | 1 |  | 11 |
| NORDEX vend ses parcs éoliens ou est intéressé financièrement | 4 |  | 8 |
| nombreux projets attaqués en justice | 3 |  | 9 |
| proposition de loi Emmanuel MARQUET (moratoire) | 2 |  | 10 |
| communiqué de presse du 19/01/2020 | 2 |  | 10 |
| lettre de Xavier Bertrand du 20/02/2020 | 4 |  | 8 |
| Position du Président Macron | 2 |  | 10 |
| Position du ministre BORNE | 2 |  | 10 |
| MRAe observations non prises en compte | 3 |  | 9 |
| monuments historiques non respectés | 2 |  | 10 |
|  |  |  |  |
| Nombre total d’observations dans les 28 thèmes exprimés | 160 |  |  |

En faveur du parc éolien sur 10 observations

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| désignation | nombre | Observations |
| énergie propre vertueuse et renouvelable | 6 |  |
| participe à la lutte contre le dérèglement climatique | 2 |  |
| créateur d’emploi | 1 |  |
| développement économique positif | 1 |  |
| favorable sous réserve respect des distances par rapport aux habitations | 1 |  |
| ne plus dépendre du nucléaire | 3 |  |
| créateur d’emplois | 1 |  |
| transition énergétique | 1 |  |
| sortir des énergies fossiles | 1 |  |

Synthèse des principales observations opposées au projet par ordre prioritaire

|  |
| --- |
| Nbr d’observat |
| 16  12  12  11  11  11  9  8  8  7  7  6  6  4  4  4 |

1. Mairie intéressée financièrement par le projet ……………………
2. Impact visuel jour et nuit………………………………………………
3. Accumulation de parcs éoliens sur le site……………………….
4. Particuliers intéressés financièrement par le projet …………….
5. Impact sur l’environnement…………………………………………...
6. Syndrome éolien infrasons et maladies…………………………….
7. Coût financier exorbitant………………………………………………
8. Oiseaux tués par les pales ……………………………………………
9. Coût démantèlement sous estimé et clauses non respectées….
10. Intérêts financiers avant quiétude des habitants…………………
11. Favorable au nucléaire…………………………………………………
12. Le bruit…………………………………………………………………..
13. La nuit c’est Noel……………………………………………………….
14. Nordex vend ses parcs éoliens ou est intéressé financièrement
15. Chercher un autre secteur…………………………………………….
16. Lettre de Xavier Bertrand……………………………………………..

Synthèse des principales observations favorable au projet par ordre prioritaire

|  |
| --- |
| Nbr d’observat |
| 6  3  2 |

1. Énergie propre vertueuse et renouvelable………………………..
2. Ne plus dépendre du nucléaire………………………………………
3. Participe à la lutte contre le dérèglement climatique……………

Ratio par rapport au nombre d’habitants de la commune de Catillon Fumechon

38 observations sur 541 habitants soit 38/541\*100= 7.02%

Nombre total d’observations contre le projet dans les 28 thèmes exprimés

160 observations sur 541 habitants soit 160/541\*100= 29.57%

Nombre total d’observations favorables au projet dans les 9 thèmes exprimés

17 observations sur 541 habitants soit 17/541\*100= 3.14%

Commentaires du commissaire enquêteur

Le nombre d’observations (38) me semble assez représentatif de l’opinion des habitants du village par rapport au nombre total des habitants de la commune et à l’importance du projet,

Le nombre total d’observations contre le projet dans les 28 thèmes exprimés (160) dénote bien une nette opposition au projet d’une grande partie du public.

Les opposants au parc éolien de Catillon-Fumechon sont nettement majoritaires par rapport à ceux qui sont favorables au projet

Il conviendra de nuancer ces ratios, car tous les habitants ne se sont pas prononcés dont probablement ceux qui sont en faveur du projet

Fait à Verneuil en Halatte

mardi 10 mars 2020

Philippe LEGLEYE

Commissaire enquêteur

**XV ANNEXES**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **DATES** | **DESIGNATION** |
| 1 | 16 octobre 2018 | Lettre de la société Parc Eolien Nordex 73 a la Préfecture de l’Oise |
| 2 | 11 octobre 2018 | Attestation de Madame Anna Katharina de Tourtier Présidente de la société Parc Eolien Nordex 73 |
| 3 | 22 mai 2018 | lettre d’engagement et de support de la société NORDEX |
| 4 | 05 décembre 2019 | Demande de désignation d’un commissaire enquêteur par la Préfecture auprès du tribunal Administratif d’Amiens |
| 5 | 09 décembre 2019 | lettre du tribunal administratif d’Amiens à monsieur le Préfet du département de l’Oise |
| 6 | 09 décembre 2019 | Désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal administratif d’Amiens |
| 7 | 19 décembre 2019 | Annulation de rendez vous par la direction de la DDT de l’Oise |
| 8 | 27 juillet 2018 | condition de remise en état du site auprès de Monsieur Thierry DUPONT |
| 9 | 31 aout 2018 | condition de remise en état du site auprès de Madame Cécile COUSIN |
| 10 | 13 octobre 2018 | condition de remise en état du site auprès de la commune de Catillon Fumechon |
| 11 | 24 octobre 2018 | condition de remise en état du site auprès de madame Magali DEWILDE |
| 12 | 24 octobre 2018 | condition de remise en état du site auprès de Rachel VANDEPUTTE |
| 13 | 08 janvier 2020 | Arrêté Préfectoral |
| 14 | 10 janvier 2020 | Lettre de la Préfecture adressée au commissaire enquêteur |
| 15 | début janvier 2020 | AVIS D’ENQUETE PUBLIQUE |
| 16 | 13 juin 2018 | lettre info au public |
| 17 | 14 janvier 2020 | invitation à une réunion d’info par NORDEX avant l’enquëte publique |
| 18 | 15 janvier 2020 | Annonce dans le Courrier Picard |
| 19 | 15 janvier 2020 | Annonce dans le Parisien |
|  |  |  |
| 20 | 16 janvier 2020 | Procés verbal de constat d’affichage |
| 21 | 03 février 2020 | Annonce dans le Parisien |
| 22 | 3 février 2020 | Annonce dans le Courrier Picard |

PIECES ANNEXES

VOIR TOME 5/5

ANNEXES AU RAPPORT D’ENQUETE